

NATIONS UNIES
UN LIBRARY
CONSEIL
2 FEB 1959
DE TUTELLE/SA COLLECTION



PROVISOIRE
T/PV.942
30 janvier 1959
FRANCAIS

Vingt-troisième session

COMPTE RENDU IN EXTENSO DE LA NEUF CENT QUARANTE-DEUXIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New-York,
le vendredi 30 janvier 1959, à 15 heures.

Président provisoire : M. CLAEYS BOUUAERT (Belgique)
Président : M. DO. SINVILLE (Haïti)

1. Adoption de l'ordre du jour [1]
2. Rapport du Secrétaire général sur la vérification des pouvoirs [2]
3. Election du Président et du Vice-Président [3]
4. Organisation des travaux de la vingt-troisième session
5. Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle du Tanganyika :
a) Rapport annuel de l'Autorité administrante, pour l'année 1957
[4a]

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document miméographié, portant le symbole T/SR.942. Les délégations pourront y apporter les corrections qu'elles jugeront bon et dont il sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

59-02324

OUVERTURE DE LA VINGT-TROISIEME SESSION

Le PRESIDENT PROVISOIRE : Je déclare ouverte la vingt-troisième session du Conseil de tutelle.

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (T/1422 et Add.1 et Corr.1)

Le PRESIDENT PROVISOIRE : Les membres du Conseil ont reçu l'ordre du jour provisoire de la vingt-troisième session établi conformément à l'article 9 du règlement intérieur et à la pratique du Conseil relative à la distribution des rapports entre la session d'été et la session d'hiver.

Parmi les rapports énumérés au point 4 du document provisoire (T/1422), il en est deux, ceux relatifs au Togo et au Cameroun sous administration française, qui n'ont pas encore été transmis aux membres du Conseil.

En ce qui concerne l'examen du rapport annuel sur le Ruanda-Urundi, l'Autorité administrante a déjà indiqué officieusement aux membres du Conseil qu'elle souhaite que l'examen du rapport annuel sur ce Territoire soit reporté à la vingt-quatrième session.

Je donne la parole à la représentante de la Belgique pour qu'elle explicite la demande de sa délégation.

Mlle TENZER (Belgique) : Mon gouvernement souhaiterait, si les membres du Conseil n'y voient pas d'inconvénient, que l'examen du rapport sur le Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi soit reporté à la session de mai, et cela pour des raisons de personnel. Ainsi que le savent déjà probablement les représentants au Conseil, le Représentant spécial qui venait habituellement ici pour le Ruanda-Urundi, M. Leroy, a été appelé à d'autres fonctions.

Pour ces raisons, le Gouvernement belge souhaiterait que l'on n'examinât la situation au Ruanda-Urundi qu'à la prochaine session, lorsqu'il aura été possible de nommer un nouveau Représentant spécial.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Comme le savent fort bien les membres du Conseil, au cours de la première partie de la treizième session de l'Assemblée générale, l'un des pétitionnaires a appelé l'attention sur le Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi. Etant donné que, pour des raisons purement arbitraires, l'intervention de ce pétitionnaire n'a eu lieu que lorsque l'examen du rapport du Conseil de tutelle avait déjà été terminé, les informations de caractère inquiétant communiquées par ce pétitionnaire n'ont pas fait l'objet de l'examen détaillé qu'elles nécessitaient au sein de l'Assemblée générale et c'est pourquoi celle-ci, dans une résolution spéciale, a appelé l'attention du Conseil de tutelle sur la déclaration du pétitionnaire devant la Quatrième Commission et a exprimé l'espoir que la situation prévalant au Ruanda-Urundi soit examinée par le Conseil de tutelle lors de sa vingt-troisième session.

Depuis l'adoption de la résolution de l'Assemblée générale, des événements fort importants se sont déroulés dans un territoire immédiatement voisin du Territoire sous tutelle, événements qui renforcent davantage encore les inquiétudes que nous éprouvons quant au sort de la population autochtone du Ruanda-Urundi.

Mlle TENZER (Belgique) : Je demande la parole pour une motion d'ordre, Monsieur le Président.

Le PRESIDENT PROVISOIRE : Je donne la parole à la représentante de la Belgique pour une motion d'ordre.

Mlle TENZER (Belgique) : J'ai présenté une motion d'ordre parce que je crois que ce n'est pas ici le lieu où l'on puisse faire allusion à un territoire qui ne concerne pas le Conseil de tutelle.

Le PRESIDENT PROVISOIRE : La remarque de la représentante de la Belgique sera inscrite au procès-verbal. La parole est au représentant de l'Union soviétique.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je me suis borné à parler en particulier d'un territoire dont, en vertu de l'ordre du jour, nous devons examiner la situation, le Territoire du Ruanda-Urundi. La représentante de la Belgique vient de nous dire que l'examen de la situation dans ce Territoire devrait être ajournée. C'est pourquoi je

M. Lobanov (URSS)

voulais faire connaître les commentaires qu'appelle cette proposition. Il me semble en effet que la suggestion de la représentante de la Belgique n'est pas recevable. Je voulais aussi rappeler que les événements qui se sont produits dans le voisinage du Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi aggravent encore les inquiétudes que nous éprouvons pour la sécurité de la population autochtone du Territoire. Celui-ci est en effet lié à un territoire voisin par une union administrative et se trouve placé sous l'administration de la même Autorité administrante qui est responsable des événements tragiques auxquels j'ai fait allusion. Dans les conditions qui se sont ainsi créées, la délégation de l'Union soviétique estime que le Conseil de tutelle a le devoir d'examiner immédiatement, de la façon la plus sérieuse et la plus approfondie, la situation qui règne dans le Territoire et de prendre d'urgence toutes mesures pour empêcher que des actes de la même nature soient commis contre les habitants autochtones du Territoire sous tutelle.

C'est pourquoi la délégation de l'Union soviétique ne saurait accepter l'ajournement à la prochaine session du Conseil de tutelle de l'examen de la situation dans le Ruanda-Urundi.

Le PRESIDENT PROVISOIRE : Avant de trancher la question qui a fait l'objet d'une déclaration de la représentante de la Belgique et d'une intervention du représentant de l'Union soviétique, je tiens à rappeler à ce dernier que le Conseil de tutelle n'a à son ordre du jour que l'examen de problèmes concernant les Territoires sous tutelle et que toute référence à des situations existant en dehors de ces Territoires ne rentre pas dans le cadre de ses activités.

Je dois considérer qu'il y a donc une objection formulée par la représentante de la Belgique à la proposition expresse de la délégation belge tendant à reporter l'examen du rapport sur le Ruanda-Urundi à la prochaine session. Y a-t-il d'autres objections?

M. JHA (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais poser une simple question. Comment la proposition de la représentante de la Belgique est-elle compatible avec l'article 72 de notre règlement intérieur ou avec l'article 16 de l'Accord de tutelle? Je désirerais avoir des précisions sur ce point parce que, selon moi, nous sommes dans l'obligation, en vertu des dispositions de ces deux articles, d'examiner les rapports concernant les Territoires sous tutelle. Je serais heureux que des précisions me fussent données sur ce point.

Le PRESIDENT PROVISOIRE : J'ai sous les yeux le texte de l'article 72 du règlement intérieur. Il ne porte nullement atteinte au droit qu'a le Conseil de fixer lui-même l'époque à laquelle il décide d'examiner chaque rapport. La demande introduite par la délégation de la Belgique n'est pas sans précédent et, de nombreuses fois dans le passé, pour des raisons particulières afférentes aux circonstances spéciales dans lesquelles se trouvent placées diverses délégations, il a été décidé de remettre à une date ultérieure l'examen de tel ou tel rapport concernant un Territoire sous tutelle ou un autre.

M. EL-ERIAN (République Arabe Unie) (interprétation de l'anglais) : J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt la demande présentée au Conseil par le représentant de la Belgique ainsi que les divers arguments soulevés par les représentants de l'Union soviétique et de l'Inde.

En raison de l'importance que revêtent ces questions en même temps que le précédent qui risquerait d'être créé au sein du Conseil, ma délégation estime qu'une telle proposition doit faire l'objet d'un examen approfondi et je voudrais à ce propos formuler une ou deux réserves.

Au cas où la majorité des membres du Conseil accepterait de faire droit à la demande de la représentante de la Belgique, cette décision ne saurait être interprétée comme constituant un précédent pour les travaux futurs du Conseil de tutelle.

Le représentant de l'Inde a clairement défini les dispositions de l'article 72 du règlement intérieur à l'égard des problèmes qui se posent et il est inutile de répéter ce qu'il a dit si nettement sur ce point.

La deuxième réserve a trait à une demande qui, je l'espère, sera acceptée par l'Autorité administrante, à savoir qu'au cas où nous déciderions d'ajourner à la prochaine session l'examen de la situation dans le Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi, l'Autorité administrante voudra bien nous communiquer un rapport supplémentaire portant sur la période qui s'écoulera entre la présente session et la prochaine.

Le PRESIDENT PROVISOIRE : Me référant à la déclaration qu'a faite le représentant de la République Arabe Unie, je voudrais répéter que le Conseil est parfaitement libre de sa procédure. Il n'y a pas de précédent à craindre. Chaque fois, dans le passé, que l'examen d'un rapport a été renvoyé à plus tard, ce fut à la suite d'une décision prise par le Conseil après examen des conditions particulières dans lesquelles se trouvait telle délégation ou tel Territoire sous tutelle. En ce qui concerne les renseignements supplémentaires auxquels le représentant de la République Arabe Unie a fait allusion, je crois ne pas sortir de mon rôle en rappelant au Conseil que la présence d'un Représentant spécial donne chaque fois lieu à soumission d'informations complémentaires concernant la période écoulée entre celle qui fait l'objet du rapport et celle à laquelle a lieu la discussion.

M. JHA (Inde) (interprétation de l'anglais) : Nous n'avons certainement pas l'intention d'imposer la discussion de cette question si l'Autorité administrative n'est pas prête, pour les raisons qu'elle nous a exposées, à participer au débat. Il me semble que la solution la meilleure consisterait cependant à ne pas supprimer ce point de l'ordre du jour, mais plutôt à décider, le moment venu et si le Gouvernement belge n'a pas été à même, pour quelque raison que ce soit, de nommer un Représentant spécial suppléant, de renvoyer la question à une autre session, puisque nous ne pourrions bénéficier de la présence d'un Représentant spécial. Le Conseil est saisi depuis plusieurs mois déjà du rapport concernant le Ruanda-Urundi et nous estimons que ce serait établir un précédent regrettable que de supprimer complètement la discussion de ce problème de l'ordre du jour de notre session.

Je propose par conséquent que nous maintenions ce point à l'ordre du jour, en espérant que le Gouvernement belge pourra nous déléguer à temps un Représentant spécial suppléant, car après tout la présente session doit durer cinq ou six semaines. Si cependant l'Autorité administrative n'est pas à même de nous déléguer un Représentant spécial suppléant d'ici la fin de cette session, le Conseil pourra alors renvoyer la discussion à une session prochaine.

M. Jha (Inde)

Vous avez, Monsieur le Président, évoqué des précédents. Nouveau venu à ce Conseil, je ne discuterai pas cet aspect du problème, mais je dirai que si un précédent est mauvais, il n'existe aucune raison de le suivre et que seuls de bons précédents doivent être établis.

En conclusion, je propose de maintenir ce point à notre ordre du jour quitte à le renvoyer ultérieurement à une prochaine session s'il s'avère impossible de l'examiner au cours de cette session.

Le PRESIDENT PROVISOIRE : Il appartient au Conseil de prendre une décision sur cette question. Nous sommes en présence d'une proposition formelle introduite par la délégation de la Belgique et demandant au Conseil, pour les raisons que cette délégation a exposées, de reporter à la session suivante l'examen de ce point de notre ordre du jour. Le problème est simple à trancher et il appartient au Conseil d'en décider.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Si je demande à nouveau la parole, c'est parce que vous n'avez pas, Monsieur le Président, interprété très exactement la première déclaration que j'ai faite. L'objet de cette déclaration était de ne pas accepter l'ajournement de l'examen de la situation dans le Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi. La représentante de la Belgique a clairement indiqué que son gouvernement ne serait pas à même de nous déléguer un Représentant spécial en mesure de répondre à nos questions et de nous fournir les précisions indispensables sur la situation actuelle dans le Territoire. Il est évident que, dans ces conditions, nos travaux en seraient considérablement compliqués. Cependant, le représentant de l'Inde vient de proposer une formule qui me semble heureuse et je voudrais indiquer que c'est dans ce sens que devrait être interprétée la déclaration que j'ai faite précédemment. En d'autres termes, j'appuie l'interprétation donnée par le représentant de l'Inde, à savoir que la question du Ruanda-Urundi devrait être maintenue à l'ordre du jour de cette session afin d'être examinée dès que l'Autorité administrante sera à même de nous déléguer un Représentant spécial.

Mlle TENZER (Belgique) : Je regrette que le problème que j'ai soulevé n'ait pas rencontré plus de compréhension. Je croyais qu'après le gentleman's agreement auquel on semblait être arrivé au cours d'une réunion officieuse de tous les membres du Conseil, la position de mon gouvernement était comprise de chacun. Je crains qu'il ne soit pas très utile d'accepter la suggestion du représentant de l'Inde car je pense que mon gouvernement ne sera pas en mesure de déléguer ici un Représentant spécial avant la fin de la session actuelle du Conseil.

Je voudrais demander que la proposition que j'ai faite au début de cette discussion soit mise aux voix.

Le PRESIDENT PROVISOIRE : La situation est claire : une motion formelle de renvoi à la session suivante du Conseil a été déposée par la représentante de la Belgique et il appartient au Conseil de se prononcer sur cette motion.

M. JHA (Inde) (interprétation de l'anglais) : Si j'ai bien compris ce qu'a dit le Président, il se propose de mettre aux voix la motion présentée par la représentante de la Belgique. Cependant, j'estime que la proposition que j'ai faite moi-même, et qui a été appuyée par le représentant de l'Union soviétique, devrait être considérée comme un amendement de la motion belge et, par conséquent, mise aux voix en premier lieu. Je précise ce point car le Président n'a pas parlé de la proposition faite par ma délégation.

M. CASTON (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Permettez-moi d'ajouter quelques observations à celles qui ont été faites déjà sur le problème actuellement en discussion, avant que nous passions au vote soit sur la motion, soit sur l'amendement proposé par la délégation de l'Inde.

Le rejet de la motion qui nous a été présentée par la délégation belge serait, je crois, un manque de courtoisie à l'égard de l'Autorité administrante, étant donné les explications qui nous ont été données à la suite des mesures que le représentant de la Belgique a prises pour nous faire part de la situation en temps voulu, et étant donné l'impression que ce représentant a dû retirer de la réunion officieuse à laquelle on assisté tous les membres du Conseil, à l'exception d'un seul, si je ne m'abuse.

Chaque délégation doit prendre les dispositions voulues pour participer aux séances du Conseil et celles qui représentent ici des Autorités administrantes font en sorte que le Conseil de tutelle puisse examiner les rapports annuels concernant les divers Territoires sous tutelle dans les meilleures conditions possibles, c'est-à-dire sur la base des renseignements nécessaires pour juger de la situation dans ces Territoires. En d'autres termes, nos délégations s'efforcent de prendre les mesures voulues pour que, au moment où un rapport annuel est examiné, un Représentant spécial parfaitement compétent puisse aider le Conseil dans son examen et lui apporter des informations récentes sur la situation dans le Territoire à l'étude.

La délégation de la Belgique nous a indiqué, il y a déjà un certain temps, qu'il lui serait difficile, étant donné les changements intervenus dans le personnel, - et c'est un problème qui se pose très souvent aux Autorités administrantes - de nous déléguer à temps un Représentant spécial compétent. La Belgique pouvait envisager deux solutions : soit nous déléguer un Représentant spécial n'ayant pas eu, peut-être, le loisir de se mettre au courant de toutes les questions touchant la situation actuelle dans le Territoire sous tutelle, soit demander au Conseil de remettre à sa prochaine session la discussion du rapport sur le Ruanda-Urundi.

M. Caston (Royaume-Uni)

La délégation belge a pris contact avec nous en qualité de membres du Conseil et nous a consultés sur ce point; à l'exception du représentant de l'Union soviétique qui, lors de cette réunion officieuse, a réservé sa position, nous avons tous donné au représentant de la Belgique l'assurance qu'en tant que membres du Conseil, nous préférons que la deuxième solution soit choisie.

On a établi un calendrier provisoire pour cette session du Conseil de tutelle en tenant compte du fait qu'il n'y aurait pas d'examen de la situation au Ruanda-Urundi à la présente session. Je crois que nous devons faire honneur à cet engagement. Si des engagements officieux de ce genre sont pris et si l'on n'y fait pas honneur, les travaux du Conseil deviendront extrêmement confus et je ne pense pas que ce soit une méthode à adopter.

Il y a deux autres questions sur lesquelles je voudrais appeler l'attention. Le Président a évité de parler de l'une d'entre elles qui est la suivante : du fait de ses fonctions de membre du Conseil et de membre d'une mission de visite, notre Président ne sera pas à New-York au cours des deux ou trois mois à venir. J'espère qu'il reviendra au moment où l'on examinera la situation en Ruanda-Urundi, au cas où cet examen serait ajourné jusqu'à une prochaine session du Conseil.

Ma délégation souhaiterait pouvoir bénéficier de votre présence au Conseil, Monsieur le Président, car vous pouvez nous donner des éclaircissements complémentaires sur la situation dans le Territoire.

L'autre question est la suivante : si nous examinons la situation dans le Ruanda-Urundi à la présente session du Conseil, nous ne pourrions le faire avant la fin du mois de mars, au plus tôt; si nous examinons la situation dans ce Territoire au début de la prochaine session du Conseil - et c'est la solution sur laquelle nous étions tous tombés d'accord à la fin de la réunion officieuse dont on a parlé - cette question viendrait à l'examen à la fin de mai, soit une différence de quelque six semaines. Je ne pense pas qu'il nous faille désorganiser à la légère les dispositions prises en toute bonne foi par la délégation belge seulement pour ce délai de six semaines.

M. WALKER (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord souhaiter la bienvenue à notre collègue de l'Inde, l'Ambassadeur Jha, qui siège au Conseil cet après-midi. Nous comptons travailler en étroite collaboration avec lui.

Je regrette, prenant la parole pour la première fois depuis qu'il siège ici, de devoir m'opposer à un amendement qu'il a présenté à la résolution de procédure dont le Conseil est saisi. Le Conseil divise ses travaux chaque année en deux sessions et l'élément prédominant qui détermine la façon dont nous établissons l'ordre du jour des diverses sessions est purement et simplement le souci de favoriser l'aboutissement aux fins fixées par la Charte et le régime de tutelle. Nous souhaitons, au cours de chacune des sessions, examiner la situation dans les Territoires sous tutelle, compte tenu des rapports annuels qui nous permettent d'élaborer le rapport que nous adressons nous-mêmes à l'Assemblée générale.

Dans ce cas particulier, le représentant de la Belgique nous a demandé que l'examen de la situation dans le Territoire du Ruanda-Urundi soit ajourné jusqu'à la prochaine session du Conseil, ce qui nous laisse encore amplement le temps de mener à bien notre travail et de faire figurer les résultats de notre examen dans le rapport que nous adresserons à la prochaine session de l'Assemblée générale qui aura lieu vers la fin de l'année.

Cette demande nous a été faite parce que le Représentant spécial qui, depuis de nombreuses années, a aidé le Conseil dans son examen de la situation dans ce Territoire, a été nommé à un autre poste et parce que son successeur n'est pas encore entré en fonctions. Il ne fait aucun doute que l'examen auquel nous procédons au sein de ce Conseil quant à l'évolution de la situation dans le Territoire sera moins efficace si nous n'avons pas à notre disposition le concours du Représentant spécial qui aurait été à même d'étudier très en détail les problèmes qui nous occupent.

Donc, pour des raisons purement pratiques, il me semble que la proposition est raisonnable et bien fondée. Elle a été étudiée officieusement par les délégations. Tout portait à croire qu'elle serait adoptée au Conseil et je pense, moi aussi, que, pour des raisons de courtoisie, nous devons agir comme nous en avons convenu.

M. Walker (Australie)

Qui plus est, et ceci, tout le monde le sait, vous-même, Monsieur le Président, en qualité de chef de la délégation belge, vous vous rendrez prochainement dans les Territoires sous tutelle des îles du Pacifique comme membre de la Mission de visite. Ceci, nous le savons tous, car c'est le Conseil qui vous a nommé Membre de cette Mission de visite et nous savons que vous devez quitter New-York très prochainement. Je ne vois donc absolument aucune raison pour que l'examen de la situation dans le Territoire du Ruanda-Urundi ne soit pas renvoyé à la session d'été du Conseil de tutelle, ce qui nous donnerait le temps de mener à bien notre examen et d'incorporer les résultats de celui-ci dans le rapport que nous ferons à l'Assemblée générale.

M. JHA (Inde) (interprétation de l'anglais) : J'ai écouté avec intérêt ce qu'ont dit les représentants du Royaume-Uni et de l'Australie. Permettez-moi tout d'abord de remercier mon collègue de l'Australie des paroles aimables qu'il a bien voulu prononcer à mon égard.

Des arguments ont été évoqués en ce qui concerne la question en discussion et je crois qu'il me faut préciser ma position sur deux points car il me semble qu'il y a un certain malentendu quant aux observations que j'ai moi-même formulées.

On a dit, tout d'abord, que ce serait manquer de courtoisie vis-à-vis de la délégation belge que d'insister pour que cette question soit maintenue à l'ordre du jour. Je voudrais préciser que rien n'était plus loin de ma pensée que le désir de manquer de courtoisie vis-à-vis de la délégation belge.

En second lieu, on a dit qu'un gentleman's agreement avait été conclu avant cette séance et que l'on avait convenu que l'examen de la situation dans le Ruanda-Urundi devrait être supprimé de l'ordre du jour. De l'enquête à laquelle j'ai procédé personnellement, il ressort que ma délégation ne semble pas avoir été consultée à l'avance sur ce point. Quoi qu'il en soit, je ne me plains pas à ce sujet. Si c'est un fait que tous les membres, ou presque tous les membres du Conseil ont, lors d'entretiens officieux, convenu à l'avance d'une certaine décision, ma délégation n'insistera pas sur sa propre proposition. Nous serions les derniers à vouloir gêner nos collègues qui auraient pu s'engager, justement ou injustement, à suivre tel ou tel mode d'action. Donc, si la majorité des membres du Conseil est d'accord, je n'insisterai pas sur mon amendement mais je voudrais être certain que nous avons vraiment pris à l'avance cet engagement.

M. Jha (Inde)

Ceci dit, je crois qu'il me faut préciser clairement la position de ma délégation. Si j'ai bien compris l'Article 72, celui-ci a un caractère obligatoire et je ne crois pas qu'aucun gentleman's agreement puisse enlever quoi que ce soit à cet Article ni à l'article 16 de l'Accord de tutelle qui accompagne cet Article 72. Je crois qu'à l'avenir il faut s'abstenir de supprimer des points de l'ordre du jour, il faut les maintenir à l'ordre du jour, comme le prévoient les divers articles du règlement intérieur du Conseil de tutelle; mais si, au cours de notre examen, des raisons pratiques nous apparaissent avant que le point de l'ordre du jour en question soit examiné par le Conseil, il nous appartiendra, pour ces raisons pratiques, d'ajourner l'examen de la question à une autre session. Nous avons une opinion très ferme sur ce point, encore qu'en l'occurrence, comme je l'ai dit, si les membres du Conseil ont déjà convenu officieusement d'ajourner la question, je n'insisterai pas pour l'adoption de mon amendement. Mais il ne nous sera pas possible à l'avenir d'admettre ce genre de procédure et nous désirons que notre position soit tout à fait nette en ce qui concerne cette question qui ne doit pas créer un précédent. Ceci étant dit, je n'insisterai pas pour que mon amendement soit mis aux voix.

M. de CAMARET (France) : Je n'ai pas grand-chose à ajouter à l'argumentation que viennent de développer les représentants de l'Australie et du Royaume-Uni, argumentation qui vient d'ailleurs d'être reprise en partie par le représentant de l'Inde, auquel je tiens à souhaiter la bienvenue au Conseil, après l'ambassadeur Walker. Cette argumentation repose sur deux points. Je n'y reviendrai pas. Ils sont suffisants, me semble-t-il, pour que la décision soit prise dans un sens favorable à la délégation belge. Il y a pourtant - et je m'en excuse auprès des représentants de l'Australie et du Royaume-Uni - un point qui est très important et qu'ils n'ont pas mentionné. C'est le fait que la délégation belge ne demande rien de nouveau. Il ne s'agit pas de créer un précédent. Je crois - et, sur ce point, M. Protitch ou le Secrétaire du Conseil pourra me démentir si je me trompe - que nous avons de nombreux précédents - et, d'ailleurs, la délégation française en a bénéficié il y a deux ans, me semble-t-il - du renvoi, d'une session à l'autre du Conseil, de l'examen de la situation dans un Territoire. Je me demande même si nous ne l'avons pas fait chaque année. Le Secrétariat sera mieux à même que moi d'en parler.

Je voudrais donc attirer l'attention des membres du Conseil sur le point important, c'est-à-dire que la délégation belge ne demande rien d'extraordinaire; cela a déjà été fait dans le passé.

Je ne crois pas que la délégation belge ait le moins du monde l'intention d'éluder ou d'esquiver l'examen de la situation dans le Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi. Ce qu'elle demande au Conseil, c'est de travailler mieux et plus sagement en bénéficiant de l'expérience et de la compétence d'un Représentant spécial - et, ici, je dois saluer les qualités de M. Leroy - ce qui nous permettra de travailler à la prochaine session, au mois de juin, comme nous l'avons fait dans le passé.

M. LORANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : A plusieurs reprises déjà, on a parlé ici de la réunion officieuse qui a eu lieu. Il semble qu'il s'agisse de notre réunion chez le Sous-Secrétaire. Je voudrais rappeler aux membres du Conseil qu'au cours de cette réunion strictement officieuse, M. Protitch a dit clairement qu'aucune décision ne pouvait être prise et que la mission des représentants qui assistaient à cette réunion consistait à entendre l'exposé des intentions préliminaires de telle ou telle délégation. Il ne pouvait s'agir de déclarations officielles au cours de cette réunion et il n'y en

M. Lobanov (URSS)

a pas eu. J'estime donc que les références faites à la réunion qui a eu lieu dans le bureau du Sous-Secrétaire sont tout à fait déplacées, d'autant plus que, à l'heure actuelle, nous nous occupons d'adopter l'ordre du jour. Ce n'est qu'ici, au Conseil, que nous pouvons prendre une décision.

La délégation de l'Union soviétique a fait connaître les raisons qui inspiraient son attitude lorsqu'elle a déclaré qu'elle ne pouvait approuver la demande présentée par la délégation belge.

Je crois que chaque délégation peut maintenant tenir compte des observations faites par la délégation de l'Union soviétique ou par d'autres délégations et agir comme elle l'entend à l'égard de la demande de la représentante de la Belgique.

M. DAVIN (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais souligner un point qu'aucune délégation, à ma connaissance, n'a évoqué. Le représentant de la France a parlé de la question des précédents. Or, auparavant, le représentant de l'Inde - auquel je souhaite la bienvenue au nom de ma délégation - a paru insister sur le fait que les précédents étaient valables.

Permettez-moi de vous rappeler qu'aux termes de l'article 106 du règlement intérieur, le Conseil de tutelle, lorsqu'il est en session, peut décider de suspendre l'application d'un article du règlement intérieur.

Mlle TENZER (Belgique) : Je voudrais préciser, à l'intention du représentant de l'Union soviétique, ce que j'ai dit précédemment. Je n'ai jamais déclaré qu'une décision formelle avait été prise au cours de la réunion à laquelle nous avait conviés le Sous-Secrétaire. Aucune décision formelle, en effet, n'aurait pu y être prise. J'ai seulement parlé d'un gentleman's agreement.

Le PRESIDENT PROVISOIRE : Je mets aux voix la proposition de la délégation belge, tendant à reporter l'examen du rapport annuel sur le Ruanda-Urundi à la session suivante.

Par 10 voix contre une, avec 3 abstentions, la proposition est adoptée.

Le PRESIDENT PROVISOIRE : Nous continuons maintenant l'examen des points de notre ordre du jour provisoire. Je signale à ce propos qu'il y a deux points à ajouter à l'ordre du jour provisoire de la session. Tout d'abord, le Sous-Comité du questionnaire poursuit ses travaux et a un rapport à présenter au Conseil

Le Président provisoire

lors de la vingt-troisième session. Je prie donc le Président du Sous-Comité du questionnaire, M. Dorsinville, de bien vouloir présenter au Conseil la proposition qu'il a introduite officieusement en ce sens. Je lui donne la parole.

M. DORSINVILLE (Haïti), Président du Sous-Comité du questionnaire : J'ai l'honneur, en effet, de demander l'inscription d'un nouveau point à l'ordre du jour de cette vingt-troisième session du Conseil de tutelle. Le Sous-Comité du questionnaire s'est réuni, au cours du mois de janvier, et a poursuivi ses travaux. Il a révisé le questionnaire pour le Territoire de Nauru. Le rapport du Comité sera distribué dans quelques jours et les membres du Conseil pourront en prendre connaissance. Il y a pour nous, membres du Comité, une certaine urgence à ce que le Conseil de tutelle en soit saisi officiellement. C'est la raison pour laquelle je vous demande, Monsieur le Président, de bien vouloir soumettre à l'agrément du Conseil l'inscription de ce nouveau point de l'ordre du jour : révision du questionnaire et sixième rapport intérimaire du Sous-Comité du questionnaire.

M. WALKER (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je veux espérer que le Conseil de tutelle ne se prononcera pas sur la question du questionnaire à propos de Nauru aussi longtemps que l'Autorité administrante n'aura pas été en mesure d'examiner ledit questionnaire et de le commenter.

Le PRÉSIDENT PROVISOIRE : Je crois pouvoir interpréter la proposition du Sous-Comité du questionnaire comme signifiant que si le point est inscrit à l'ordre du jour, aucune résolution, décision ou mesure quelconque ne sera prise avant que la délégation de l'Australie ait été à même de formuler ses observations sur ce point. Il ne me semble pas y avoir là une objection majeure à ce que, conformément à la proposition qui vient de nous être faite, l'examen du sixième rapport intérimaire du Sous-Comité du questionnaire figure à notre ordre du jour.

M. DORSINVILLE (Haïti), Président du Sous-Comité du questionnaire :

En demandant l'inscription de ce nouveau point à l'ordre du jour, il était dans l'esprit du Président du Sous-Comité d'avoir l'occasion d'introduire officiellement le sixième rapport intérimaire du Sous-Comité. Le Sous-Comité du questionnaire n'a pas pensé que le Conseil de tutelle pourrait étudier immédiatement ce rapport. En effet, nous savons que l'Autorité administrante devra en prendre connaissance et faire connaître ses observations en temps opportun. Il appartiendra donc au Conseil de décider quand le rapport pourra être étudié à la suite des observations qu'aura pu faire l'Autorité administrante. Cela s'est fait dans le passé. Je ne pense pas qu'il puisse y avoir de difficulté à l'égard de l'inscription seulement de ce point à l'ordre du jour.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je n'ai aucune observation à formuler sur la question actuellement en discussion, c'est-à-dire la demande d'inscription à l'ordre du jour de la question relative au rapport du Sous-Comité du questionnaire. Si cette question peut être considérée comme réglée, je voudrais parler d'un autre point.

Le PRESIDENT PROVISOIRE : Y a-t-il des observations sur la proposition relative à l'inscription à l'ordre du jour de l'examen du sixième rapport intérimaire du Sous-Comité du questionnaire ?

En l'absence de toute observation, je considérerai cette proposition comme adoptée par le Conseil.

Il en est ainsi décidé.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Ainsi que tous les membres du Conseil le savent, l'Assemblée générale a renvoyé l'examen de la question du Territoire sous tutelle du Cameroun, plusieurs délégations ayant manifesté le désir d'étudier à titre préliminaire les conclusions et propositions de la Mission de visite. L'Assemblée générale a chargé le Conseil de tutelle d'examiner le plus tôt possible les rapports de la Mission de visite et de les transmettre, accompagnés de ses observations et conclusions, à l'Assemblée générale. Il va de soi que l'Assemblée générale, en recommandant au

Conseil de tutelle d'examiner ces rapports le plus tôt possible, a donc manifesté le souci que les délégations aient la possibilité d'examiner en temps opportun tant les rapports de la Mission de visite que les recommandations formulées par le Conseil lui-même. Il est donc inutile de souligner ici l'importance de la question pour l'examen de laquelle une session extraordinaire de l'Assemblée générale a été convoquée. Je voudrais, cependant, attirer l'attention sur le volume fort important des rapports de la Mission de visite. Pour en prendre simplement connaissance, il nous faudra beaucoup de temps. Dans quelle situation difficile se trouveraient les délégations à la session extraordinaire de l'Assemblée générale si le Conseil de tutelle n'essayait pas de leur donner le temps indispensable, non seulement pour étudier les documents, mais encore pour leur permettre de recevoir les instructions de leurs gouvernements ?

Tenant compte des considérations que je viens d'exposer, la délégation de l'Union soviétique voudrait demander au Conseil de tutelle s'il ne serait pas préférable pour lui de faire de la question du Cameroun le premier point de son ordre du jour, afin d'être en mesure, aussi rapidement que possible, de fournir aux délégations les documents pertinents.

M. de CAMARET (France) : Je partage tout à fait les préoccupations du représentant de l'Union soviétique et ce d'autant plus que je représente ici un gouvernement qui est chargé de fournir des observations sur le rapport qui, je dois le dire en passant, est un fort beau document, qui nous a été remis très récemment, qui n'est pas encore, je crois, entièrement publié, d'ailleurs, et qui sera transmis aux autorités du Cameroun. De même que la délégation de l'Union soviétique, la délégation française se trouve dans l'embarras pour fournir des observations sur un rapport qui va paraître - je crois qu'il s'agit d'une question d'heures - et qui doit être transmis aux autorités du Cameroun. Le Gouvernement du Cameroun doit présenter des observations sur ce rapport. Si nous devions, dès lundi prochain - c'est, je crois, ce à quoi nous invite le représentant de l'Union soviétique - nous prononcer sur le rapport de la Mission de visite, il est bien évident, étant donné que nous sommes vendredi après-midi, que je ne pourrais recevoir, ni de mon gouvernement, ni des autorités locales à Yaoundé, les observations en question.

M. de Camaret (France)

J'élève donc des réserves sur la décision qui pourrait être prise par le Conseil quant à une modification de l'ordre du jour à la dernière seconde.

Je voudrais ajouter que ma délégation, toujours soucieuse de souscrire aux engagements qu'entraînent pour elle les responsabilités qui sont les siennes au Conseil et dans les Territoires du Cameroun, sera prête à participer à un débat qui s'ouvrirait, le 8 ou le 9 février, sur les rapports de la Mission de visite qui s'est récemment rendue au Cameroun.

Le PRESIDENT PROVISOIRE : J'en viens au deuxième point supplémentaire dont l'adjonction est proposée à notre ordre du jour. Les membres du Conseil se rappelleront que l'Assemblée générale, à sa treizième session, a adopté la résolution 1272 (XIII) sur le contrôle et la limitation de la documentation. Par cette résolution, elle a notamment attiré l'attention de tous les organes et organes subsidiaires sur les recommandations figurant à l'alinéa e du paragraphe 27 du rapport du Comité chargé d'étudier le contrôle et la limitation de la documentation. L'Assemblée générale demande à tous les organes et organes subsidiaires "d'inscrire à l'ordre du jour de leur prochaine session la question du contrôle et de la limitation de leur documentation".

Bien que cette disposition de la résolution n'ait pas la forme d'une recommandation expresse de l'Assemblée générale, on peut estimer que les membres du Conseil accepteront d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la présente session, suivant en cela le vœu exprimé par l'Assemblée générale.

Je présente donc une proposition à cet effet. Si elle ne rencontre pas d'opposition et ne soulève aucune observation, je la considérerai comme adoptée.

Il en est ainsi décidé.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La question que j'ai posée au Président et au Conseil n'a toujours pas reçu de réponse. J'ignore quelle décision le Président entend prendre en ce qui concerne l'examen de la situation au Cameroun.

Dans l'ordre du jour provisoire, je constate que le Cameroun n'est pas le premier des Territoires qui seront examinés. Le Conseil pourrait donc convenir dès maintenant d'examiner en premier lieu la question du Cameroun. Les précisions que vient de donner le représentant de la France ne font qu'augmenter mes inquiétudes. Si le représentant de la France lui-même a besoin de beaucoup de

M. Lobanov (URSS)

temps pour arriver à comprendre les affaires du Cameroun dont son gouvernement est responsable, combien de temps faudra-t-il aux délégations qui participeront à la session extraordinaire de l'Assemblée générale ? Si le représentant de la France a voulu, par les précisions qu'il nous a données, nous convaincre qu'il fallait ajourner la question du Cameroun jusqu'à la fin de la présente session, il n'a fait que compliquer encore les travaux de l'Assemblée. Je crois qu'il nous faut rechercher une solution dans une autre voie et essayer de faciliter les travaux de la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale.

Le PRESIDENT PROVISOIRE : Puis-je demander au représentant de l'Union soviétique si l'objet de ses observations est de proposer une modification de l'ordre suivant lequel seront examinés les rapports ? Je lui rappelle qu'aussi bien le rapport sur le Cameroun que ceux relatifs aux autres Territoires figurent déjà à notre ordre du jour. Le représentant de l'Union soviétique propose-t-il formellement que le rapport sur le Cameroun soit examiné par priorité et avant tout autre point de l'ordre du jour ? Est-ce là le but de son intervention ?

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Si je comprends bien, nous examinons actuellement le premier point de l'ordre du jour, c'est-à-dire l'adoption de cet ordre du jour. Ce point comprend non seulement l'adoption de l'ordre du jour, mais encore l'ordre dans lequel les différents points seront examinés. C'est cette deuxième partie du point actuel de l'ordre du jour qui me préoccupe. Je voudrais savoir dans quel ordre seront examinés les points que comprend l'ordre du jour.

Etant donné le souci qu'a manifesté l'Assemblée générale, la délégation de l'Union soviétique pense que le Conseil devrait rechercher la possibilité d'examiner la situation au Cameroun avant celle dans les autres Territoires, étant donné que dans vingt jours exactement va s'ouvrir la session extraordinaire de l'Assemblée, qui a été convoquée précisément pour discuter cette question du Cameroun.

M. de CAMARET (France) : J'ai peur de m'être fait mal comprendre. Ma délégation n'a aucune peine - et je voudrais rassurer sur ce point le représentant de l'Union soviétique - ma délégation n'a aucune peine à comprendre la situation au Cameroun, absolument aucune, et je pense que la délégation soviétique se trouve dans le même cas que moi. Nous siégeons en face, l'un de l'autre depuis des années et je n'ai jamais trouvé, de la part de la délégation soviétique la moindre incompréhension à l'égard des problèmes qui se posent à l'Administration française au Cameroun et au Togo.

Par contre ce que je comprends mieux sans doute c'est la préoccupation de mon collègue de l'Union soviétique quant à la place des points sur l'ordre du jour. Effectivement dans le passé, si je me souviens bien, nous avons examiné les points de l'ordre du jour conformément aux indications chiffrées qui sont en face de chaque point. Et évidemment notre collègue de l'Union soviétique a des raisons de s'inquiéter de ce que la question de l'avenir des Territoires sous tutelle du Cameroun sous administration française et du Cameroun sous administration britannique soit mentionnée au point 17. Evidemment, si nous devons attendre que nous en arrivions au point 17, je crois que les inquiétudes de mon collègue de l'Union soviétique seraient fondées et dans ce cas là, je les partagerais.

Mais je voudrais le rassurer sur un autre point - et je l'ai dit tout à l'heure très clairement, peut-être ne me suis-je pas fait comprendre assez bien - ma délégation est toute prête à être présente, je le répète, au débat qui s'instaurera pour le Cameroun français dans quelque jours, je crois le 8 ou le 9 ou le 10 février, c'est-à-dire à temps pour que le Conseil puisse examiner le fort intéressant rapport de la Mission de visite qui s'est rendue au Cameroun et qui lui est très compréhensible - rapport qui va être, je crois, publié dans quelques heures - et que ma délégation estime qu'il faudra quelques jours au Conseil, peut-être les 10, 11, 12, 13, 14 février pour examiner ces conclusions de la Mission du Conseil dans les Territoires et qu'il restera encore cinq ou six jours pour que le Secrétariat puisse refléter à l'Assemblée générale les conclusions du Conseil de tutelle.

Voilà tout ce que j'avais à dire, et je pense que comme cela j'ai rassuré mon collègue de l'Union soviétique. Je le répète bien : ma délégation est toute prête à faire honneur à ses engagements et à siéger ici pour l'examen

du Cameroun dans une huitaine de jours, et je comprends parfaitement les inquiétudes de notre collègue soviétique et de ne pas examiner l'avenir du Cameroun britannique au point 17 mais de l'avancer.

Le PRESIDENT PROVISOIRE: Les échanges de vues auxquels vient de donner lieu l'examen de notre ordre du jour ne concernent pas l'adoption de notre ordre du jour. Nous avons déjà examiné les points qui nécessitaient certains commentaires. Dans l'ensemble, tous les commentaires qui ont eu pour objet la substance même de notre ordre du jour ont déjà été donnés. La discussion est close sur ce point et notre ordre du jour est adopté.

En ce qui concerne la place que doivent occuper dans nos travaux les divers points de cet ordre du jour, les membres du Conseil auront reçu un projet d'ordre du jour des travaux -, ils l'ont reçu en date du 16 décembre dernier. Conformément à la pratique courante, il est évidemment loisible à tous les membres du Conseil de faire des propositions, des contre-propositions, des suggestions, concernant l'emploi du temps qui est proposé par le Secrétariat conformément à une longue expérience et à la connaissance qu'il a des documents dont l'examen est soumis au Conseil. Ce point ne doit pas être élucidé en ce moment-ci.

Notre séance d'aujourd'hui a pour objet l'examen et l'adoption de notre ordre du jour, ce qui vient d'être réalisé.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'ai appris aujourd'hui quelque chose de nouveau en ce qui concerne la procédure des travaux des organes des Nations Unies. Tous ceux qui assistent, ne serait-ce que pendant une année, aux travaux de cette Organisation savent pertinemment que la question de l'ordre d'examen des divers points est fort importante et ne relève absolument pas de la compétence du Secrétariat, ce dernier ne faisant que proposer une ordre préliminaire. La question de l'ordre dans lequel sont examinés les divers points de l'ordre du jour relève de la compétence de l'organe qui adopte cet ordre du jour.

J'ai estimé indispensable de vous faire connaître l'avis de la délégation de l'Union soviétique sur ce point, parce que j'ai entendu donner à ce sujet une interprétation tout à fait différente.

En disant qu'il faut examiner tout d'abord la question du Cameroun, nous espérons que les Autorités administrantes feraient preuve d'un esprit de coopération, l'Assemblée générale ayant fort naturellement voulu que les représentants reçoivent en temps utile les documents pertinents. On aurait pu s'attendre à ce que les Autorités administrantes s'inclinent avec respect devant les vœux de l'Assemblée générale et fassent tous les efforts voulus pour faire droit à la demande que celle-ci leur avait adressée. Malheureusement, d'après les précisions qui viennent d'être apportées, tout au moins par l'une des Autorités administrantes, il ne semble pas que celles-ci soient disposées à faire cet effort maintenant.

Le représentant de l'une des Autorités administrantes nous a fait savoir que ces dernières n'étaient pas à même d'entamer dès maintenant l'examen de la question du Cameroun et ne pouvaient envoyer ici un Représentant spécial chargé d'examiner la question en premier lieu. Nous ne pensons pas, bien entendu, que la question doive être réglée, d'ores et déjà, par un vote. Cependant, sans insister sur le vote, la délégation de l'Union soviétique estime indispensable de signaler qu'elle ne peut partager la responsabilité en cas de retard de la communication de documents à l'Assemblée générale, et je demanderai que cette déclaration soit consignée au procès-verbal de la séance.

Le PRESIDENT PROVISoire : Les remarques faites par le représentant de l'Union soviétique seront évidemment consignées au procès-verbal.

Je voudrais cependant élucider un petit point de procédure. Il n'est évidemment pas question que ce soit le Secrétariat qui fixe l'ordre des travaux. Le Secrétariat s'est contenté d'établir un ordre du jour provisoire soumis à l'attention des membres du Conseil. Et comme je l'ai dit il y a quelques instants, il appartient au Conseil lui-même, au fur et à mesure de ses travaux, de fixer, de décider la façon dont il estimera devoir examiner les différents points de son ordre du jour afin de réaliser au mieux les tâches qui lui sont imparties.

M. de CAMARET (France): Monsieur le Président, jé m'excuse de revenir sur cette question de l'adoption de l'ordre du jour. Nous avons adopté l'ordre du jour; c'est une chose faite. Je voudrais maintenant vous parler du Togo. Il ne s'agit plus du Cameroun. Au point 9 de l'ordre du jour figure la question intitulée "Avenir du Togo sous administration française [résolution 1253 (XIII) de l'Assemblée générale]". Elle figure également au point 4.

Loin de moi la pensée de remettre en cause la décision qui vient d'être prise par le Conseil concernant l'ordre du jour, c'est-à-dire concernant le Togo; mais je suis persuadé que ni vous ni aucun de mes collègues au Conseil ne mettez en doute le désir de ma délégation de faire honneur aux engagements dont j'ai parlé tout à l'heure et auxquels mon gouvernement a souscrit en tant que Puissance administrante. Cependant, il paraît à ma délégation que l'examen de la situation au Togo, au cours de l'année 1957, est quelque peu désuet. Les développements politiques qui sont intervenus au Togo sous administration française au cours de ces dernières années sont trop connus des membres du Conseil pour que j'insiste sur les raisons pour lesquelles l'examen de ce rapport annuel relatif à l'administration de ce Territoire - je le rappelle, en 1957, c'est-à-dire il y a deux ans - paraît maintenant sans objet. Qu'il me suffise de rappeler la résolution 1253 adoptée par l'Assemblée générale, il y a quelques semaines, qui stipule que l'abrogation de l'Accord de tutelle sera une chose émise simultanément avec l'accession du Territoire à l'indépendance en 1960. Je répète bien que ma délégation, comme pour le Cameroun, sera prête à souscrire à ses engagements, à répondre au Conseil, mais il nous paraît que la situation au Togo en 1957 - et je dis cela en pensant aux membres du Gouvernement togolais élu - est connue de cette Assemblée, et je pense que cet examen sera quelque peu désuet.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LA VERIFICATION DES POUVOIRS

Le PRESIDENT PROVISOIRE : Je signale, en ce qui concerne la vérification des pouvoirs, que le Secrétaire général n'est pas encore en possession des pouvoirs de tous les représentants au Conseil de tutelle. Dès qu'il les aura reçus, le Secrétaire général en fera rapport au Conseil conformément à l'article 14 du règlement intérieur.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

ELECTION DU PRESIDENT ET DU VICE-PRESIDENT

Le PRESIDENT PROVISOIRE : J'en arrive maintenant au point 3 de notre ordre du jour provisoire intitulé "Election du Président et du Vice-Président". Conformément à l'article 41 de notre règlement intérieur, nous allons procéder maintenant à l'élection du Président et du Vice-Président. Le vote aura lieu au scrutin secret et séparément. Je tiens à faire remarquer aussi aux membres du Conseil que le vote est nominal. J'invite donc les membres à voter pour une personne et non pas pour un Etat.

Je demande que le secrétariat veuille bien faire passer les bulletins de vote.

Je tiens à répéter encore que le premier vote ne concerne que l'élection du Président et qu'il s'agit d'un vote nominal. Il faut donc voter pour une personne et non pas pour un Etat. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a la parole pour une motion d'ordre.

M. DAVIN (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais): Est-ce que nous votons sur les deux candidats? Si j'ai bien compris, nous ne votons que pour le Président.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

Le PRESIDENT PROVISOIRE : Il a été déposé dans l'urne 14 bulletins. Il y a un bulletin nul et 13 bulletins valables. Les treize bulletins valables désignent comme Président l'ambassadeur Dorsinville, représentant de la République d'Haïti. Au nom du Conseil, je tiens à féliciter M. l'ambassadeur Dorsinville de son élection et de la marque de confiance que tous ses collègues lui témoignent ainsi^{et} à laquelle je m'associe personnellement. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil.

M. Dorsinville prend place au fauteuil présidentiel.

Le PRESIDENT : Mes chers collègues, je voudrais tout d'abord remercier très vivement les membres du Conseil de tutelle du grand honneur qu'ils me font en me portant à la présidence du Conseil. Je considère cet honneur surtout comme un hommage rendu par le Conseil à mon pays en raison du vif intérêt qu'il a toujours porté à tout ce qui concerne le régime international de tutelle.

Ayant suivi de très près les progrès considérables réalisés dans les Territoires sous tutelle au cours des cinq dernières années, je suis tout particulièrement sensible à l'honneur de présider aux travaux du Conseil pendant l'année 1959 car c'est une année qui doit présenter une importance capitale pour l'avenir de plusieurs Territoires sous tutelle.

L'Assemblée générale a déjà noté dans sa résolution 1274 (XIII) que, grâce aux mesures déjà prises ou qui vont être prises par certaines autorités administrantes en consultation avec l'Organisation des Nations Unies et les populations des territoires intéressés, on prévoit que cinq Territoires sous tutelle, à savoir les deux Camerouns, le Togo sous administration française, la Somalie et le Samoa-Occidental, atteindront en 1960 l'objectif du régime de tutelle.

Il nous incombe de prendre pendant l'année 1959 d'importantes décisions pour que ces Territoires puissent passer du régime de tutelle à un statut d'autonomie ou d'indépendance, conformément au vœu librement exprimé des populations intéressées sans délai et sans heurt. C'est ainsi qu'à la présente session, l'une des principales questions de l'ordre du jour - pour ne pas dire la principale - sera l'examen des rapports de la Mission de visite aux Camerouns, rapports qui concernent essentiellement l'avenir de ces deux Territoires. Au cours de la présente session, deux Missions du Conseil doivent partir pour les Territoires sous tutelle du Pacifique. L'une d'elles a reçu le mandat spécial d'examiner dans quelle mesure les fins du régime de tutelle ont été atteintes par le Samoa-Occidental et quelles dispositions il reste à prendre pour les atteindre.

A la session d'été, nous serons appelés à prendre des décisions importantes relatives à ce Territoire en nous basant sur le rapport de la Mission de visite.

A la même session, nous serons saisis des résultats des élections qui devront se tenir dans la Somalie avant son accession à l'indépendance, et nous devons examiner également, sur la demande de l'Assemblée générale, les perspectives d'assistance économique que l'on peut offrir à ce Territoire après 1960.

En ce qui concerne le Togo sous administration française, la décision prise par l'Assemblée générale à sa treizième session n'appelle pas d'action particulière de la part du Conseil, mais vous comprendrez que j'ai des raisons personnelles pour m'en réjouir.

Tant pendant l'examen des questions importantes que je viens d'énumérer qu'au cours de l'examen de la situation dans les autres Territoires qui doivent rester pendant une certaine période de temps encore sous le régime de tutelle, je m'efforcerai de m'acquitter de mes fonctions dans un esprit d'objectivité et d'impartialité complètes. Pour ce faire, j'aurai l'excellent exemple de ceux qui ont présidé aux délibérations du Conseil avant moi et notamment du Président sortant, M. Claeys Bouuaert. A cet égard, je tiens, en mon nom personnel et au nom de tous les membres du Conseil, à le remercier de la façon excellente dont il s'est acquitté de sa lourde tâche. Je sais aussi que je peux compter sur l'amicale coopération de tous les membres du Conseil pour accomplir dans un esprit constructif les travaux importants qui nous incombent.

Avant de procéder au point suivant de l'ordre du jour, je tiens à faire remarquer que la composition du Conseil a quelque peu changé depuis notre dernière session. Nous sommes heureux de retrouver parmi nous, à la suite de leur réélection par l'Assemblée générale, les délégations de la Birmanie et de la République Arabe Unie. D'autre part, la délégation du Guatemala ne siège plus au Conseil. Nous regrettons son absence mais nous sommes convaincus que la délégation du Paraguay, qui la remplace, nous apportera une collaboration tout aussi précieuse. En tant que représentant d'un pays de l'Amérique latine, je suis particulièrement heureux d'accueillir parmi nous le représentant d'une nation soeur, M. l'Ambassadeur Montero de Vargas, du Paraguay. M. Lall, représentant de l'Inde, n'assistera pas à la présente session. Après avoir apporté, pendant plusieurs années une collaboration fructueuse à nos travaux, il a été appelé à d'autres fonctions. Son départ n'est toutefois pas encore définitif.

puisque'il va participer, comme président, aux travaux de la mission de visite au Samoa-occidental. Nous espérons le revoir lors de l'examen du rapport de cette Mission. Je souhaite la bienvenue à l'Ambassadeur Jha, qui remplace M. Lall comme représentant permanent de l'Inde aux Nations Unies et au Conseil de tutelle.

Conformément à l'article 41 du règlement intérieur, l'élection du Président et celle du Vice-Président ont lieu au scrutin secret et séparément. Il n'y a pas de nomination. Il convient de faire remarquer que les membres doivent voter pour une personne et non pas pour un Etat. Le Conseil va procéder à l'élection du Vice-Président.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

Le PRESIDENT : Le résultat du vote est le suivant : quatorze bulletins de vote ont été déposés; l'un d'eux est nul et treize bulletins sont valables. Ils portent le nom de M. Vitelli, qui est donc élu Vice-Président du Conseil de tutelle.

Au nom du Conseil, je présente mes compliments à M. Vitelli pour son élection. Je suis certain qu'il continuera d'apporter à nos travaux la même dévotion dont il a témoigné dans le passé pour les travaux des Nations Unies. J'invite M. Vitelli à venir prendre la place de Vice-Président du Conseil de tutelle.

M. Vitelli prend place au fauteuil de la vice-présidence.

M. VITELLI (Italie) (Vice-Président). (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous exprimer très chaleureusement ma reconnaissance pour les paroles très aimables que vous avez bien voulu prononcer à mon égard. Je vous en remercie et je vous félicite également. J'estime que le Conseil a fait en votre personne le meilleur choix et je formule tous mes vœux pour le succès des travaux du Conseil en 1959.

Je voudrais également remercier les membres du Conseil de leur amabilité à mon égard. Bien entendu, je m'efforcerai de contribuer à la réussite de nos travaux.

Permettez-moi enfin de saisir cette occasion pour souhaiter la bienvenue tout d'abord au représentant de l'Inde et au nouveau membre du Conseil, le représentant du Paraguay.

M. MONTERA de VARGAS (Paraguay) (interprétation de l'espagnol) :

Monsieur le Président, je ne comptais pas prendre la parole, mais puisque le Vice-Président a eu l'amabilité de citer mon pays, je me permets de vous présenter mes félicitations. Nous connaissons depuis longtemps l'Ambassadeur Dorsinville pour les qualités éminentes qu'il a eu l'occasion de déployer dans l'exercice de ses importantes fonctions, notamment au sein de l'Assemblée générale. C'est pourquoi le Paraguay et moi-même nous nous réjouissons de l'heureux choix du Conseil.

Nous vous remercions également, Monsieur le Président, pour les paroles de bienvenue que vous avez adressées au Paraguay, conjointement avec M. Vitelli, que nous félicitons sincèrement pour son élection à la Vice-Présidence. Nous sommes certains que M. Vitelli saura faire honneur au nom illustre de l'Italie.

Le Paraguay, cela va sans dire, fera tout ce qui est en son pouvoir pour coopérer aux travaux du Conseil.

M. EL-ERIAN (République Arabe Unie) (interprétation de l'anglais) :

Monsieur le Président, c'est pour moi un grand plaisir de vous féliciter pour votre élection à la présidence d'un des principaux organes des Nations Unies. Votre compétence, votre expérience et vos qualités personnelles nous sont connues et les aptitudes que vous apporterez à l'exercice de vos fonctions faciliteront sans aucun doute la tâche du Conseil de tutelle.

La reconnaissance de la République Arabe Unie vous est également acquise, Monsieur le Président, pour les mots aimables que vous avez prononcés à l'intention de notre pays à l'occasion de son élection au Conseil de tutelle.

Les félicitations de ma délégations vont également à l'Ambassadeur d'Italie pour son élection aux fonctions de Vice-Président. Nous sommes certains que la sagacité et l'expérience de son Vice-Président seront d'un grand secours au Conseil de tutelle dans l'accomplissement de la tâche qui lui est dévolue.

U THANT (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi, au nom de ma délégation, de vous féliciter très chaleureusement pour votre élection aux fonctions de Président du Conseil de tutelle. Votre élection a pour nous la valeur d'un symbole. En effet, au sein du continent africain, nos frères - dont la peau est foncée - luttent pour leur émancipation nationale, soutenus par une vague de nationalisme et un souffle de liberté.

U Thant (Birmanie)

Votre élection, Monsieur le Président, nous paraît d'heureux augure pour l'avenir des peuples africains. D'autre part, la longue expérience que vous possédez des travaux de ce Conseil et votre dévotion évidente aux principes de la Charte vous guideront certainement très utilement dans l'exercice de vos fonctions.

Ma délégation félicite également M. Vitelli pour son élection aux importantes fonctions de Vice-Président. L'Italie possède, elle aussi, une très riche expérience en matière d'administration coloniale. Nous pouvons donc considérer comme certain que notre Vice-Président saura s'acquitter des responsabilités qui lui sont imparties avec autant de tact que d'efficacité.

M. IHA (Inde) (interprétation de l'anglais) : Permettez-moi, Monsieur le Président, d'associer mes chaleureuses félicitations à celles de mes collègues du Conseil pour votre élection à la Présidence du Conseil de tutelle pour 1959.

L'Inde est depuis longtemps membre du Conseil de tutelle et elle tient en très haute estime la précieuse coopération que vous avez apportée aux travaux de cet organe des Nations Unies.

Sous votre présidence, le Conseil devra faire face, en 1959, à des tâches d'envergure, et nous savons qu'il nous aurait été impossible de faire un meilleur choix.

La délégation de l'Inde tient également à féliciter M. Vitelli pour son élection à la Vice-Présidence.

Il me reste à vous remercier, Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Président et mes chers collègues pour la bienvenue que vous avez bien voulu me souhaiter, à titre personnel. Je siège pour la première fois au Conseil de tutelle et comme vous le savez, le Gouvernement de l'Inde attache une grande importance à nos travaux. L'oeuvre accomplie par le Conseil - sans tapage, sans ostentation - suscite dans mon pays une grande admiration. Nous estimons que cet organe des Nations Unies a toujours justifié la foi qu'un grand nombre de personnes - notamment en Afrique et en Asie - ont placée dans l'Organisation.

En ce qui me concerne, je participerai aux délibérations du Conseil ayant présente à l'esprit l'éminente contribution de mes prédécesseurs et l'importance de la tâche qui incombe au Conseil.

M. DAVIN (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : La délégation de la Nouvelle-Zélande saisit l'occasion qui lui est offerte pour vous féliciter pour votre élection à la présidence du Conseil. Vous avez toujours participé avec enthousiasme aux travaux du Conseil et nous ne pouvions mieux reconnaître vos efforts. Pour notre part, nous ferons tout ce qui dépendra de nous pour vous faciliter la tâche, ainsi qu'au Vice-Président, que nous félicitons, lui aussi, sincèrement, pour son élection.

M. WALKER (Australie) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je joins les félicitations de ma délégation et mes félicitations personnelles à celles qui vous ont déjà été adressées à l'occasion de votre élection à la présidence du Conseil de tutelle. Nous savons tous les grands services que vous avez rendus tant au Conseil qu'aux Nations Unies et le choix dont vous avez fait l'objet nous rend très heureux.

Nous nous réjouissons également de voir un représentant de l'Italie assis à la droite du Président, en qualité de Vice-Président.

Je voudrais également souhaiter la bienvenue à notre nouveau collègue du Paraguay, car de tous les pays de l'Amérique latine, le Paraguay est peut-être le pays avec lequel l'Australie entretient les liens les plus étroits. En effet, après la première guerre mondiale, nombre d'Australiens se sont établis au Paraguay. Pour cette raison - parmi d'autres - nous sommes heureux de voir le représentant du Paraguay siéger parmi nous.

M. SYLVAIN (Haïti) : Si pour des raisons de discrétion que le Conseil comprendra aisément ma délégation hésite à se joindre à ce concert de louanges qu'appelle l'élection de l'Ambassadeur Dorsinville, je ne saurais en vous remerciant pour l'insigne honneur que dans la personne de l'un de nos représentants les plus dignes vous venez de faire à mon pays, manquer de vous exprimer nos sentiments de gratitude, de satisfaction et de fierté.

Je ne mettrai pas l'accent moi-même sur les mérites de l'Ambassadeur Dorsinville. Son sens du devoir et des responsabilités, sa modération et l'excellence de son jugement, son attachement aux règles et aux principes de la Charte, sont connus de tous les membres de ce Conseil, avec lequel il collabore depuis près de six ans.

M. Sylvain (Haïti)

Je voudrais, en terminant, assurer le Conseil, toujours en manière de remerciements et pour justifier davantage l'honneur qui nous est fait, que ma délégation continuera, comme par le passé, à porter à nos travaux sa plus entière collaboration. Je ne terminerai pas, cependant, sans présenter à notre très distingué Vice-Président, Monsieur l'ambassadeur Vitelli, les plus chaleureuses félicitations de ma délégation, en même temps que je profite de cette occasion pour souhaiter à la délégation du Paraguay, que préside mon éminent ami l'ambassadeur Montero de Vargas, notre plus cordiale bienvenue.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Monsieur le Président, permettez-moi de m'associer aux félicitations qui vous ont été adressées à l'occasion de votre élection aux fonctions de Président du Conseil. Permettez-moi, de même, de féliciter M. Vitelli à l'occasion de son élection aux fonctions de Vice-Président du Conseil. Nous félicitons également le représentant de la Birmanie et le représentant de la République Arabe Unie à l'occasion de leur réélection au Conseil, ainsi que notre voisin de gauche, le représentant du Paraguay, pour l'élection de son pays au Conseil de tutelle.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de saisir l'occasion qui m'est offerte pour souhaiter la bienvenue à l'éminent représentant de l'Inde, M. Jha, qui représente désormais son pays au Conseil de tutelle.

M. CASTON (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je tiens à dire combien je suis heureux de voir que, presque par hasard, il m'est échu l'honneur d'exprimer le grand plaisir que nous avons eu de vous élire à la présidence de ce Conseil pour 1959. Nous nous considérons comme très fortunés de voir que le Conseil puisse avoir recours à votre précieux concours et vous aurez, ainsi, l'occasion d'ajouter davantage à la dette dont nous vous sommes redevables pour l'oeuvre que vous avez accomplie dans le passé.

Je sais, Monsieur le Président, que Sir Andrew Cohen aurait désiré assister à cette séance afin de vous féliciter personnellement à l'occasion de votre élection à la présidence et il m'a prié de bien vouloir vous transmettre ses félicitations et de m'associer, au nom de la délégation du Royaume-Uni, aux paroles de bienvenue qui ont été adressées tant au représentant de l'Inde qu'au représentant du Paraguay. Enfin, nous tenons à féliciter chaleureusement M. Vitelli à l'occasion de son élection aux fonctions de Vice-Président.

On a évoqué également la question du Cameroun et nous espérons que la délégation du Royaume-Uni sera en mesure de satisfaire au désir, bien compréhensible, du Conseil. Le représentant de l'Union soviétique a déjà exprimé son désir d'un Conseil serein.

Sir Andrew Cohen espère pouvoir assister à la séance qui marquera le début de la discussion générale sur le Tanganyika.

M. SEARS (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Monsieur le Président, j'ai déjà eu l'honneur de vous faire tellement de compliments dans le passé que cela risque de vous ennuyer, mais je suis fort heureux de vous voir élu Président. Lorsque l'histoire de ce Conseil sera écrite, il est évident que nul n'aura accompli un travail plus utile pour l'évolution de l'Afrique que vous-même. Il est très opportun que vous soyez notre Président car vous possédez les compétences requises et, lorsque votre mandat aura pris fin, je serai à même de vous exprimer une fois de plus mes remerciements.

En ce qui concerne M. l'ambassadeur Vitelli, je suis heureux de le voir siéger ici en qualité de Vice-Président. Il est venu passer trois ou quatre années - heureuses, j'espère - à Boston, ma ville natale, et j'espère que son séjour à New-York sera aussi agréable.

Je suis heureux de souhaiter la bienvenue à notre nouveau collègue de l'Inde, M. Jha. La délégation indienne a, dans le passé, rendu des services extraordinaires au Conseil; je suis certain qu'il en sera de même avec lui. Je suis très content d'avoir l'occasion de travailler avec lui à sa délégation.

C'est un plaisir de vous voir aussi, Monsieur l'ambassadeur du Paraguay. J'espère que cette partie des travaux du Conseil vous sera agréable.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Au nom de la délégation de la Chine, je tiens à vous féliciter, Monsieur le Président, à l'occasion de votre élection à ces hautes fonctions.

Je désire également exprimer les félicitations de ma délégation au Vice-Président.

M. de CAMARET (France) : Monsieur le Président, vous êtes souvent allé en France depuis quelque temps. Je n'ai pas besoin de vous dire - vous les connaissez aussi bien que moi - les sentiments qui unissent mon pays au vôtre. Ces sentiments datent de deux siècles; ils sont fondés sur l'estime, sur la compréhension.

Laissez-moi vous dire en toute humilité, Monsieur le Président, que vous avez ajouté quelque chose à ces sentiments. Quand, en France, on parle des Nations Unies, et du Conseil de tutelle en particulier, votre nom est associé à leur oeuvre.

Vous venez de recevoir beaucoup de fleurs, Monsieur le Président. Parmi ces fleurs, il en est une qui est née en Afrique; c'est sans doute la plus belle. Je voudrais simplement vous dire que ma délégation est fort heureuse de vous voir occuper ce siège.

Vous avez rappelé tout à l'heure l'importance du Conseil au cours de l'année qui arrive et ma délégation, ainsi que vous le savez, aura à coopérer avec vous à la naissance de deux nouveaux Etats. Puisqu'on parle d'Etats, je voudrais vous dire aussi combien ma délégation, qui est une Puissance latine, se félicite de voir, à votre droite, une autre Puissance latine, ainsi qu'une, à votre gauche, nouvellement venue au Conseil et à laquelle je souhaite la bienvenue.

Mlle TENZIER (Belgique) : Monsieur le Président, après ce qui a été dit avec tant d'éloquence par mes collègues autour de cette table, je ne puis qu'ajouter quelques mots. Je suis, moi-même, nouvelle venue à ce Conseil et je ne connais encore vos qualités que par ouï-dire; mais ce que j'en ai entendu en les quelques mois que je suis ici à New-York me fait accueillir avec joie votre présidence.

Je voudrais profiter de cette occasion pour saluer également le Vice-Président, M. Vitelli, et dire combien ma délégation est heureuse de l'accueillir comme Vice-Président ici, au Conseil.

Je voudrais enfin, Monsieur le Président, saisir cette occasion pour vous remercier des mots aimables que vous avez eus à l'adresse de mon compatriote, M. Claeys Boufaert, Président sortant.

ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA VINGT-TROISIEME SESSION .

Le PRESIDENT : Il y a deux questions relatives à l'examen des pétitions, que le Conseil devrait aborder sans délai. D'une part, le Conseil a reçu une demande d'audience de M. George Houser qui voudrait présenter au Conseil une déclaration à l'appui de sa pétition écrite (T/PET.2/200). Cette demande d'audience est reproduite dans le document T/1424. Elle a été reçue trop peu de temps avant l'ouverture de la séance pour permettre l'application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 80 du règlement intérieur. Par conséquent, il appartient au Conseil de prendre une décision à ce sujet.

Si le Conseil le désire, je donne la parole au premier qui voudra faire des observations, des commentaires au sujet de cette demande. Si le Conseil n'a pas d'objection, je pourrai considérer cette demande comme agréée.

M. CASTON (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : C'est la deuxième fois, au cours de deux sessions consécutives, que le Conseil de tutelle doit examiner une demande d'audition orale, émanant d'une personne qui n'habite pas un Territoire sous tutelle. Dans les deux cas, cette demande émanait d'un citoyen des Etats-Unis qui habite la ville de New-York. Lorsque la demande d'audition de M. Norman Thomas a été examinée au cours de l'été, ma délégation avait souligné qu'à son avis, le fait d'accorder une audition à une personne qui n'habite pas dans un Territoire sous tutelle soulève une question de principe que le Conseil se doit d'examiner. Je ne reviendrai pas sur les arguments que nous avons avancés alors, mais je crois pouvoir dire que la discussion s'était terminée par un accord, au sein du Conseil, aux termes duquel les demandes d'audition devaient être examinées séparément, sur leur bien-fondé.

Les vues divergentes exprimées par ma délégation ne concernent pas l'importance et le soin avec lesquels il faut examiner les demandes d'audition, surtout quand elles émanent de personnes ne résidant pas dans un Territoire sous tutelle. Il est certain que toute personne, même si elle ne réside pas dans un Territoire sous tutelle, a le droit de présenter une pétition. La question est de savoir si on peut lui accorder le privilège de présenter personnellement sa requête à New-York. Dans tous les cas, il nous faut nous demander si le fait d'accorder cette audition nous permettra de nous former une idée plus complète de la requête ou de la pétition. En fait, nous pensons que, d'une manière générale, il en est d'autant plus ainsi que le pétitionnaire réside dans le Territoire sous tutelle.

C'est à la lumière de ces considérations que ma délégation a examiné la demande d'audition dont nous sommes saisis. Le pétitionnaire demande à être entendu au sujet de l'interdiction qui lui a été faite de pénétrer dans le Territoire du Tanganyika. Ainsi que l'a fait observer le Président, le pétitionnaire a traité de cette question dans une pétition écrite qui figure à l'ordre du jour de la présente session. Il demande donc à être entendu au sujet d'une pétition qu'il a déjà présentée par écrit. La première phrase du paragraphe 1 de l'article 80 de notre règlement intérieur prévoit cette possibilité. Si nous accédons à la demande de M. Houser, c'est la deuxième phrase du paragraphe 80 qui s'appliquera et qui est ainsi conçue : "Les exposés oraux sont limités à l'objet de la pétition que les pétitionnaires ont indiqué par écrit."

Or, le sujet de la pétition de M. Houser concerne la décision prise par le Gouvernement du Tanganyika de lui interdire le droit d'entrer dans le Territoire.

Cette décision intéresse directement le pétitionnaire; ma délégation pense donc que le Conseil ne devrait pas soulever d'objections, s'il estime qu'une telle audition peut être de nature à faciliter ses travaux, étant entendu que son exposé oral se limiterait à la question de l'interdiction qui lui a été faite d'entrer dans le Territoire.

Je ne pense pas qu'on puisse interpréter l'attitude de ma délégation, à l'égard de cette demande d'audition, comme impliquant un lien quelconque avec le fond de la pétition. Nous avons déjà communiqué nos observations, en ce qui concerne la pétition de M. Houser, dans le document T/OBS.2/43, en date du 6 mai 1958. Je ne pense pas que ma délégation ait à ajouter quoi que ce soit à ces observations, eu égard à la déclaration du pétitionnaire, ou à revenir sur nos déclarations antérieures. Je ne reviendrai pas sur le fond de la question, mais j'ai fait cette déclaration afin qu'on sache que notre attitude ne doit pas prêter à un malentendu de la part du pétitionnaire ou des membres du Conseil.

M. SEARS (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais): J'ai écouté attentivement ce que vient de dire le représentant du Royaume-Uni, et je crois que ses arguments sont parfaitement fondés. La délégation des Etats-Unis reconnaît que la Charte prévoit seulement certaines catégories de pétitions, et, une des choses que les Autorités administrantes ont le droit de faire, c'est d'exclure des Territoires qu'elles administrent toute personne qui, à leur avis, n'a rien à faire dans ces Territoires. Ceci est prévu par la Charte; elles peuvent refuser le droit d'entrée à qui elles l'entendent et n'ont pas d'explications à donner à quiconque.

La délégation des Etats-Unis a cependant toujours maintenu une attitude assez large, en ce qui concerne les pétitionnaires. Nous avons voté en faveur de l'audition de M. Norman Thomas qui est venu ici, l'année dernière et qui a présenté des arguments longs et difficiles, concernant notre sécurité nationale. Si la demande de M. Houser est mise aux voix, nous voterons en faveur de l'octroi d'une audience. Il représente une organisation américaine très connue qui porte un intérêt vital à l'évolution de la situation en Afrique. Un grand nombre d'Américains éminents appuient cette organisation et la seule raison pour laquelle j'ai pris la parole est qu'il se peut bien qu'au cours de son séjour en Afrique, M. Houser ait été victime de malentendus. Si l'on peut faire quelque chose pour faire disparaître ces malentendus, tout sera pour le mieux.

M. KELLY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Le 19 juin 1958, j'ai eu l'honneur d'exposer l'attitude de ma délégation quant à l'octroi d'auditions au sein du Conseil. Permettez-moi de vous rappeler mes propres paroles. J'ai alors déclaré que les demandes d'audition présentées par un pétitionnaire à propos d'une pétition déjà soumise par écrit doivent être examinées séparément, d'après le bien-fondé de la demande, en tenant compte entre autres du fond de la pétition, de l'intérêt pour les travaux du Conseil à entendre le pétitionnaire, l'attitude de l'Autorité administrante, le domicile et la nationalité du pétitionnaire, les relations du pétitionnaire avec le Territoire sous tutelle et ses habitants, l'existence du Comité des pétitions et les liens de la pétition avec l'ordre du jour du Conseil.

Ceci dit, le pétitionnaire qui présente une demande d'audition a déjà soumis une pétition à l'examen du Comité permanent des pétitions. C'est pourquoi ma délégation ne pense pas que la question doive être considérée comme une question de priorité.

Nous avons cependant écouté attentivement les observations du représentant de l'Autorité administrante intéressée, et nous avons noté qu'il a indiqué une certaine limitation quant à l'octroi d'une audition à M. Houser.

Certaines des observations faites par le délégué du Royaume-Uni me semblent avoir un lien direct avec la dernière phrase employée par M. Houser dans le document T/1424.

Le pétitionnaire exprime l'opinion que le débat au sein du Conseil de tutelle pourrait être facilité au cas où il lui serait possible de présenter brièvement les travaux de l'American Committee on Africa dans ses rapports avec le Tanganyika. Il y aurait donc, non seulement aux Etats-Unis, mais dans le monde entier, des milliers d'organisations savantes de réputation honorable qui s'intéressent au Territoire sous tutelle du Tanganyika et lorsque le délégué des Etats-Unis rappelle le rôle éminent joué par l'American Committee on Africa je doute que ce soit là une raison suffisante pour permettre au pétitionnaire de faire un exposé oral sur les travaux de ce Comité. Créer un précédent en la matière reviendrait à bouleverser l'organisation des travaux du Conseil. Le précédent devrait être étendu et s'appliquer à toutes les organisations qui se prévaudraient de l'intérêt qu'elles portent au Tanganyika et le refus opposé à la demande de M. Houser de pénétrer sur territoire tanganyikais ne revient pas en soi à émettre un jugement sur l'oeuvre de l'American Committee on Africa. Voilà pourquoi, à mon sens, les débats sur l'oeuvre réalisée par ce Comité n'ont pas de lien direct avec la pétition. Néanmoins, l'audience, si elle était accordée, ne devrait porter que sur la première phrase du paragraphe. Mais si je ne vote pas contre l'octroi de l'audience - au cas où les membres du Conseil insisteraient sur ce point - je tiens à préciser néanmoins que ce serait peu faciliter la tâche du Conseil que d'écouter de longues dissertations sur les objectifs, l'oeuvre ou les motifs de l'American Committee on Africa.

Le PRESIDENT : S'il n'y a pas d'autres commentaires au sujet de cette question, je vais mettre aux voix la proposition tendant à octroyer audience à M. Houser.

Il est procédé au vote à main levée.

Par 7 voix contre zéro, avec 7 abstentions, la proposition est adoptée.

POINT 4 a DE L'ORDRE DU JOUR

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU TANGANYIKA :

- a) RAPPORT ANNUEL DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE, POUR L'ANNEE 1957
(T/1405 et 1428; T/L.890)

M. CASTON (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je me bornerai à vous présenter le Représentant spécial pour le Tanganyika, M. John Fletcher-Cooke, Ministre des affaires constitutionnelles. Je vous serais reconnaissant, Monsieur le Président, de bien vouloir le prier de prendre place à la table du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. Fletcher-Cooke, Représentant spécial, prend place à la table du Conseil.

Le PRESIDENT : Nous connaissons tous M. Fletcher-Cooke, Représentant spécial pour le Tanganyika; il a participé neuf fois déjà à nos travaux et je suis heureux de l'accueillir.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) : Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous présenter mes félicitations ainsi que celles du Gouvernement du Tanganyika à l'occasion de votre élection comme Président du Conseil. Au Tanganyika, nous avons des souvenirs émus de la visite que vous y avez effectuée en qualité de Président de la Mission de visite qui s'est rendue la dernière fois dans le Territoire sous tutelle.

Plusieurs exemplaires du texte de mes observations vont être distribués et les lecteurs noteront un certain nombre de passages complémentaires ajoutés au texte de base. Je m'empresse de dire que ceci ne signifie pas un changement de position mais simplement que, la situation évoluant si rapidement au Tanganyika de nos jours, les chiffres et les faits - qui étaient à jour il n'y a que quelques semaines - ont dû être rectifiés et certains mêmes depuis mon arrivée à New-York il y a quelques jours.

Je m'excuse de la longueur de cet exposé liminaire mais j'ai essayé d'y incorporer tous les renseignements pertinents concernant l'année 1958 et le premier mois de l'année 1959 dans l'espoir - et j'espère que cet espoir ne sera pas vain - que ceci limitera la longueur des questions. J'ai donné de très nombreux renseignements dans cette déclaration et il se peut fort bien que bon nombre des questions que l'on aurait pu avoir à me poser trouveront leur réponse dans le texte de mon exposé.

M. Fletcher-Cooke
(Représentant spécial)

Avant que je fasse part au Conseil de l'évolution des événements au Tanganyika en 1958, les membres du Conseil seraient sans doute intéressés d'apprendre qu'au début de ce mois j'ai eu l'honneur de représenter le Gouvernement du Tanganyika à la première session de la Commission économique pour l'Afrique qui s'est réunie à Addis Abéba. Je suis certain que le compte rendu des travaux de cette Conférence sera soumis à l'attention du Conseil en temps opportun et il me suffit de dire à cette occasion que j'espère que le Tanganyika retirera certains bienfaits du programme de travail qui a été adopté à l'unanimité par cette Commission.

L'année 1958 a été marquée par des progrès considérables au Tanganyika et ceci dans presque tous les domaines. Cependant, comme je l'indiquerai plus tard, l'horizon est encore quelque peu obscurci. L'un des éléments les plus inquiétants au Tanganyika à la fin de l'année 1958 était la situation financière dont je parlerai de façon plus détaillée par la suite.

Je me propose d'indiquer tout d'abord quelle a été l'évolution politique et constitutionnelle. Ainsi que le Conseil le sait, les élections au poste représentatif du Conseil législatif se sont tenues en septembre dernier dans cinq des dix circonscriptions électorales. Ces élections se sont déroulées dans le calme et aucune difficulté n'a surgi. Le nombre total des électeurs inscrits dans ces cinq circonscriptions électorales était d'un peu plus de 28.000.

M. Fletcher-Cooke
(Représentant Spécial).

Nous avons de bonnes raisons de penser qu'un grand nombre de personnes de toutes les races qui, en fait, remplissaient les conditions requises pour s'inscrire sur les listes électorales, ne l'ont pas fait, ce qui explique le nombre relativement peu élevé d'électeurs.

Quoi qu'il en soit, le scrutin était fort important, 80 pour 100 des électeurs inscrits ayant émis un vote. Un autre élément caractéristique de ces élections a été le très petit nombre de bulletins nuls : en fait, moins de 1.500 bulletins ont été nuls, ce qui indique l'importance du succès obtenu grâce aux efforts du gouvernement et des partis politiques, qui ont eu le souci d'expliquer la procédure de vote aux électeurs. Trois candidats : un Africain et deux Européens ont été réélus sans opposition. Sur les douze autres candidats élus, les quatre Africains, y compris M. Nyerere, faisaient tous partie de la Tanganyika African National Union, et les huit non-Africains étaient tous appuyés par ce parti avant les élections. M. Nyerere a, par la suite, été élu Président de la nouvelle Organisation des membres élus du Tanganyika. Les nouveaux membres élus ont pris leur siège à la séance d'octobre du Conseil législatif, au cours de laquelle Sir Richard Turnbull a pris la parole. Je vous citerai quelques passages de son exposé :

"Du point de vue de la population, les Africains représentent et représenteront toujours la majorité écrasante au Tanganyika et, au fur et à mesure que le pays progresse, il est bon, il est naturel et il est inévitable que la participation africaine, tant dans les organes législatifs qu'au pouvoir exécutif, augmente régulièrement. Nous n'avons jamais eu l'intention de faire de la parité un élément permanent de la situation au Tanganyika. D'autre part nous avons eu et avons encore l'intention d'assurer que, lorsque l'autonomie sera obtenue, le fait que tant la législature que le gouvernement seront essentiellement africains ne doit aucunement affecter la sécurité des droits et des intérêts des collectivités minoritaires qui se sont installées au Tanganyika. Je suis heureux de noter que les dirigeants responsables des principaux partis politiques du Territoire sont tout à fait d'accord sur cette importante question et que, par conséquent, il existe de bonnes perspectives, à savoir qu'en temps utile il existera au Tanganyika un gouvernement auquel le Gouvernement de Sa Majesté pourra transférer sa mission et qui sera un gouvernement assurant la sécurité de toutes les personnes de toutes les races".

M. Fletcher-Cooke
(Représentant spécial)

Ces observations ont été chaleureusement accueillies dans le Territoire tout entier; cette attitude a été reflétée dans les discours prononcés au Conseil législatif lors du débat qui a suivi. Bien entendu, ces discours ont été transcrits et la Bibliothèque des Nations Unies en possède un exemplaire. Je citerai un passage du discours de M. Nyerere :

"Cette déclaration, nous l'attendons depuis longtemps, parce qu'elle a des incidences, parce qu'une fois que vous avez prononcé une déclaration, vous avez fait disparaître les craintes des Africains; vous leur imposez certaines responsabilités et il est important que les Africains sentent quelles sont ces responsabilités et qu'ils adoptent l'attitude qu'il convient, l'attitude qu'on attend d'eux et que l'on ne saurait attendre d'eux à moins que le gouvernement du pays précise clairement sa position. Je demande à tous les membres de la collectivité d'appuyer cette déclaration; elle est d'une grande importance pour notre avenir".

Avant cette réunion du Conseil législatif, le Gouverneur avait annoncé, le 20 août, qu'il avait décidé d'avancer la date du second tour des élections, la reportant de septembre à février 1959 et, dans quelques jours, le 9 février pour être exact, ces élections auront lieu. Des dispositions préliminaires ont été prises pour organiser quelque 350 bureaux de vote afin de permettre à tous ceux qui se sont fait inscrire sur les listes électorales dans ces cinq circonscriptions de voter. Au cours de ce second tour des élections, le nombre d'électeurs inscrits s'élève à environ 30.000 et, une fois de plus, les électeurs africains représentent une majorité substantielle par rapport aux électeurs européens et asiatiques réunis; cela vaut pour toutes les circonscriptions électorales à l'exception de celle de Dar es-Salaam, où les Asiatiques représentent une majorité générale. Mais tous ces bureaux de vote dont on envisage la création ne seront pas nécessaires maintenant parce que trois seulement des quinze sièges sont contestés. Le Conseil apprendra avec intérêt qu'à Dar es-Salaam il y a un candidat pour le siège africain, sans opposition, deux candidats pour le siège européen et deux candidats pour le siège réservé aux Asiatiques. Un Européen et un Asiatique ont été appuyés formellement par la TANU comme étant les candidats pour lesquels les partisans de la TANU devraient voter.

M. Fletcher-Cooke
(Représentant spécial),

Dans la province méridionale, les candidats européens et africains ne font l'objet d'aucune opposition. Il y a deux candidats pour le siège réservé aux Asiatiques, dont l'un est appuyé par la TANU. Dans la province du Centre, dans les circonscriptions du Lac sud-oriental et du Lac occidental, les neuf candidats, trois de chaque race, se présentent tous sans opposition. En résumé, il n'y a donc d'élections que pour trois des quinze sièges à pourvoir, c'est-à-dire un siège pour Européens et deux sièges pour Asiatiques.

La prochaine séance du Conseil législatif aura lieu en mars et, d'ici-là, tous les membres représentant les circonscriptions électorales auront été élus. Le Gouverneur se propose de prendre la parole devant le Conseil le 17 mars. Au cours du même mois, la composition et le mandat du Comité post-élections dont j'ai parlé à plusieurs reprises devant ce Conseil seront annoncés.

Tous ces faits montrent que le Tanganyika accomplit des progrès rapides mais ordonnés dans le domaine constitutionnel. Il faut cependant espérer que l'attitude du sens des responsabilités observée jusqu'à présent par les chefs politiques au centre s'étendra à leurs partisans dans les provinces. Malheureusement, cela n'a pas été le cas au cours des derniers mois. Certains porte-parole politiques, dans les provinces, ont complètement manqué de sens de leurs responsabilités dans les déclarations qu'ils ont faites dans les districts de Geita, de Mwanza, de Kwimba et dans la province du Lac. Leurs discours ont été l'objet de troubles et d'un mépris de la loi et de l'ordre extrêmement regrettables.

Le Gouverneur, dans un récent discours, a jugé bon de dire à ses auditeurs que, bien qu'il y ait de nombreux hommes ayant le sens de leurs responsabilités dans tous les domaines de l'activité et qui tenaient à accomplir des progrès dans le Territoire, il y avait également d'autres hommes qui, pour des raisons d'ignorance, de mauvaise volonté ou d'ambition personnelle, freinaient le progrès sous toutes ses formes en agissant au mépris de l'autorité; ce défi a généralement pris la forme d'une désobéissance organisée en ce qui concerne les règles relatives aux ressources naturelles établies par les autorités indigènes, et de tentatives de s'ingérer dans l'application de la loi, soit en essayant de libérer des personnes détenues en application de la législation, soit en se livrant à des démonstrations en dehors des tribunaux.

M. Fletcher-Cooke
(Représentant spécial)

M. Nyerere lui-même, lorsqu'il a pris la parole au cours de plusieurs réunions récemment, a adressé le même avertissement à ses auditeurs. La situation dans ces régions s'est quelque peu améliorée et, dans l'ensemble, la population respecte de nouveau la loi et l'ordre public et coopère avec le gouvernement pour son propre bien.

Une autre modification importante a eu lieu au Conseil législatif l'année dernière. Le speaker, Sir Barclay Nihil, ancien Président du Tribunal d'appel pour l'Afrique orientale, a annoncé que, pour des raisons personnelles, il allait démissionner de son poste de speaker à la fin de l'année. Le Gouverneur a nommé M. A.Y.A. Karimjee, qui sera Président du Conseil législatif à partir du 1er janvier 1959.

M. Karimjee était membre du Conseil législatif du Tanganyika depuis août 1949 et il a été speaker-adjoint au cours des cinq dernières années. Il a également été membre du Conseil municipal de Dar es-Salaam depuis 1949 et il a été maire à quatre occasions, la dernière fois datant de 1957. C'est le fils aîné de Sir Yusufali Karimjee Jivanjee et sa famille s'est installée en Afrique orientale en 1825. La nomination de M. Karimjee a été accueillie avec une vive satisfaction par tous les éléments de la population du Tanganyika.

L'intérêt du public pour les délibérations du Conseil législatif a augmenté sensiblement en 1958. Cela peut être dû non seulement au fait que l'on élit les représentants au Conseil législatif mais encore au fait que la Société de radiodiffusion a pris des mesures pour rendre publics les débats du Conseil.

M. Fletcher-Cooke (Représentant
spécial)

Il n'y a pas de transmissions directes des séances du Conseil législatif et on n'envisage pas de telles transmissions. Mais la société de radio-diffusion a procédé à une émission directe du discours du Gouverneur prononcée à la réunion du 14 octobre 1958 du Conseil et a, en outre, résumé ce discours en langue souhaélie; le Gouverneur avait d'ailleurs prononcé quelques passages de ce discours en souhaéli. De plus, les travaux du Conseil législatif sont résumés dans la presse locale, tant en anglais qu'en souhaéli et des extraits en sont radiodiffusés par des observateurs indépendants, dans ces deux langues. Les discussions, tant en anglais qu'en souhaéli, par les membres du Conseil législatif - discussions portant sur les questions examinées au Conseil - ont été radiodiffusées.

Je crois qu'il serait bon de rappeler ici certains événements importants dans le domaine des relations publiques en général. Il y a eu des progrès dans ce domaine en 1958, notamment une édition spéciale de la brochure "Quelle est la réponse?" a été préparée et distribuée en anglais et en souhaéli. En outre, l'importante documentation reçue de l'Organisation des Nations Unies a été distribuée dans l'ensemble du Territoire. Le Département des relations publiques a appelé tout spécialement l'attention des habitants sur le dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le 10 décembre dernier.

Lorsque le territoire du Tanganyika a été étudié au Conseil de tutelle, il a été suggéré de donner une plus grande publicité aux activités de la Haute Commission pour l'Est-Africain au Tanganyika. Ceci a été fait sous diverses formes et un numéro spécial de "Quelle est la réponse?" a été distribué, tant en anglais qu'en souhaéli. Six fonctionnaires du Service des relations publiques sont entrés en fonctions en 1958. A partir du 1er février 1958, une société indépendante - Tanganyika National Newspapers, Ltd. - a été constituée pour publier trois journaux en souhaéli qui avaient précédemment été publiés par le Département des relations publiques. Mwangaza qui est un journal quotidien, Baragumu, qui est un hebdomadaire, Mambo Leo qui est un journal mensuel. Toutes ces publications ont été distribuées au cours de l'année écoulée.

Il y a eu certains doutes quant à la question de savoir s'il y avait des possibilités de vente suffisantes pour un quotidien souhaéli, étant donné que lorsque ce journal atteint les provinces, les nouvelles sont dépassées. La

M. Fletcher Cooke (Représentant spécial)

Société a donc décidé d'arrêter la publication du quotidien à partir du 1^{er} janvier 1958 et de faire porter davantage ses efforts sur le développement et l'amélioration de l'hebdomadaire et du magazine mensuel. Bien que le gouvernement ait fourni les capitaux nécessaires pour permettre à cette Société de commencer à fonctionner, cette dernière est tout à fait indépendante et elle est contrôlée par quatre personnes dont deux Africains.

Dans le domaine de la radiodiffusion, un nouveau directeur possédant une expérience considérable tant au Royaume-Uni qu'en Nigeria, est arrivé en mai. Les émissions ont augmenté de 43 à 65 3/4 heures par semaine; et de nouvelles augmentations sont prévues pour 1959. De nouveaux émetteurs ont été commandés pour permettre à trois programmes d'être radiodiffusés, au lieu du programme unique existant actuellement.

J'en viens maintenant à la situation financière du Territoire qui, malheureusement, n'est pas aussi satisfaisante qu'elle pourrait l'être s'il lui faut supporter l'augmentation des dépenses qu'entraîne inéluctablement le progrès politique et constitutionnel.

L'année 1957-58 s'est terminée avec un léger excédent de 137.000 livres. Mais ceci a pu être réalisé uniquement par une diminution des dépenses qui ont été ramenées à 1 million de livres en moins que ce qui avait été approuvé lors des prévisions. De plus, les dépenses effectives qui se montaient à 18.697.000 livres représentaient en fait 300.000 livres de plus, parce qu'elles contenaient un crédit de 300.000 livres provenant d'un supplément, qui ne peut pas se renouveler, du Département des travaux publics. Par conséquent il s'agit véritablement d'un petit déficit plutôt que d'un léger excédent.

Quant à l'année financière en cours, 1958-59, il est prévu des dépenses de 20.975.000 livres et des recettes d'un montant de 19.787.000 livres. Si ces chiffres sont respectés, il y aura un déficit d'environ 1.200.000 livres. Ce déficit possible ferait presque disparaître l'équilibre des recettes et il est plus important que le déficit qui pourrait être envisagé s'il n'y avait pas de perspective d'une augmentation rapide des recettes. On a donc décidé - et des engagements ont été pris auprès du Conseil législatif à cet effet - qu'il fallait ne ménager aucun effort - par exemple, ne pas remplir les postes restés vacants, etc. - afin que les chiffres relatifs aux dépenses restent inférieurs aux estimations approuvées.

M. Fletcher-Cooke (Représentant spécial)

En me fondant sur les derniers chiffres disponibles et les prévisions révisées, le montant des dépenses pour l'exercice actuel sera sans doute légèrement supérieur à 20 millions de livres et les recettes de quelque 19 millions de livres. C'est ce déficit potentiel d'un million de livres qui nous préoccupe quelque peu.

Pour ce qui est de l'année 1959-60, pour laquelle les estimations sont actuellement en voie d'élaboration, la situation est encore moins satisfaisante. Nous devons compter sur des recettes moins importantes en ce qui concerne l'impôt sur le revenu pour deux raisons. Tout d'abord le fait que tous les arriérés ont déjà été récupérés cette année, ce qui ne pourra évidemment pas se reproduire en 1959-60; ensuite les bénéfices ont baissé, ce qui finira par se traduire par une diminution des recettes au titre de l'impôt sur le revenu. Les recettes provenant des douanes diminueront également. La baisse des prix sur les graines oléagineuses, le coton, la très forte baisse sur le prix du café et des dépenses d'investissement dans le secteur public et privé permettent de penser qu'il y aura une diminution plutôt qu'une augmentation des recettes des douanes. La conclusion est donc inévitable : il n'est guère probable que l'économie du Territoire pourra en 1959-60 supporter des dépenses supérieures à celles de 1958-59. Il est inutile de dire au Conseil qu'une telle situation - à moins qu'il ne se produise une amélioration inattendue et très marquée des recettes - conduira inévitablement à une diminution des services sociaux et autres dont le Territoire a un si grand besoin.

Ce bref exposé de la situation financière du Territoire se comprend mieux si l'on tient compte de l'état de la balance des paiements du Territoire. Les chiffres comparatifs touchant les exportations et les importations en 1957 et en 1958 indiqueront en ligne général quelle est actuellement la balance des paiements. Je voudrais bien préciser que tous les chiffres que je vais citer concernent la période allant du 1er janvier au 30 septembre dans chacune des deux années 1957 et 1958. Les chiffres concernant le dernier trimestre de 1958 ne sont pas encore disponibles. Je voudrais également préciser que ces chiffres concernent les échanges commerciaux entre le Tanganyika et les pays en dehors de l'Afrique Orientale. Les chiffres concernant les échanges entre le Tanganyika et les autres territoires de l'Afrique orientale ne sont pas disponibles.

M. Fletcher-Cooke (Représentant spécial)

Les chiffres concernant les neuf premiers mois de 1958 montrent que les exportations du Tanganyika vers les pays situés hors de l'Afrique orientale ont augmenté pour ce qui est des produits suivants - et ceci par rapport aux chiffres de 1957 - : sisal, café, coton, diamants, minéral de plomb, viande et produits de la viande, or et thé; l'exportation des oléagineux accuse une diminution sur 1957. Cependant, en raison de la chute des prix sur le marché mondial, l'augmentation de la valeur des exportations du Tanganyika a été relativement faible.

Le chiffre pour les neuf premiers mois de 1958 était d'environ 27 millions de livres, alors que, pour 1957, il était légèrement supérieur à 26 millions.

En ce qui concerne les importations, les chiffres comparatifs pour 1957 et 1958, portant sur les neuf premiers mois de l'année dans chaque cas, révèlent une diminution très sensible.

M. Fletcher-Cooke
(Représentant spécial)

Il y a eu des diminutions très nettes en ce qui concerne les importations au Tanganyika des biens suivants : tissus de coton, tissus de rayonne, métaux et produits manufacturés en métaux, matériel industriel commercial électrique, vêtements et chaussures. Il y a eu de petites diminutions dans les importations d'autobus, de camions, de châssis, de chambres à air et de pneus. Le seul produit qui ait traduit une augmentation sensible a été le combustible pour avion diesel, etc. alors qu'il y a eu une petite augmentation pour les véhicules de tourisme. En résumé, la valeur des importations pour les premiers neuf mois de 1957 a été de 25.586.698 livres alors que les chiffres correspondants pour 1958 avaient baissé de 4 millions de livres et avaient été ramenés à 21.503.226 livres. En d'autres termes, la balance de paiements visibles pour les neuf premiers mois de 1957, après ^{que} des réexportations évaluées à 1.185.244 livres aient été ajoutées au chiffre des exportations, montrait un excès pour ce qui est de la valeur des exportations sur les importations, le chiffre étant de 1.601.429 livres alors que pour la période comparable de 1958 et après que des réexportations de 1.515.000 livres aient été prises en considération, le chiffre était de 7.901.000 livres.

Dans un territoire en voie de développement tel que le Tanganyika, il serait plus encourageant si la balance ^{commerciale} visible des paiements était défavorable car sans balance commerciale défavorable, nous ne saurions avoir les importations de biens d'équipement importantes qui sont si nécessaires au développement à l'heure actuelle. Il convient de mentionner ici rapidement un certain nombre de questions importantes qui concernent la situation financière. Des dispositions ont été prises en 1958 pour que la Banque internationale envoie une mission d'experts chargés de procéder à une enquête sur l'économie du territoire. Nous espérons que cette enquête commencerait en 1958. Etant donné qu'il a été difficile d'obtenir les services des experts nécessaires pour cette tâche, nous avons constaté qu'il fallait ajourner le début de l'enquête jusqu'au mois de mai de cette année. L'expert économique de la mission cependant doit se rendre à titre préliminaire dans le territoire dans un proche avenir. A la dernière session du Conseil, on a parlé du rapport sur le revenu national du Tanganyika couvrant la période de 1952 à 1954 qui a été établi par le professeur Peacock et par M. Dosser et qui a été publié au début de l'année dernière.

M. Fletcher-Cooke
(Représentant spécial)

Cette première enquête méthodique sur le revenu national du Territoire a été poursuivie par le Service du Tanganyika du Département statistique de l'Afrique orientale dans le rapport pour les années 1954 à 1957 qui doit être publié très prochainement.

Les ressources statistiques du Territoire ne sont pas encore suffisantes pour permettre de recueillir des renseignements dignes de foi portant sur tous les secteurs de l'économie et il faut procéder à de nombreuses hypothèses, notamment en ce qui concerne le secteur "subsistance". Ce serait par conséquent une erreur que d'essayer de tirer des conclusions nettes et précises - surtout par voie de comparaison - de ce qui doit être, étant donné la nature des choses, des études préliminaires.

Si les chiffres actuellement disponibles permettent de penser que le produit national brut par habitant est de l'ordre de 18 à 20 livres - ce qui semble à première vue assez bas - les études indiquent que le revenu national, ou plus exactement le produit national brut, a augmenté de 10 à 15 pour 100 entre 1954 et 1957. C'est là une indication encourageante de l'augmentation de l'économie du Territoire, particulièrement si l'on tient compte de la chute des prix des produits de base sur le marché mondial au cours des deux ou trois dernières années.

Les membres du Conseil ont témoigné un intérêt ^{pour} les chiffres concernant la balance des paiements et ils ont demandé que ces chiffres soient publiés sous une forme facile à comprendre. Le service statistique de l'Afrique orientale a publié un rapport sur une enquête de la balance des paiements de l'Afrique orientale. Malheureusement, nous n'avons pas encore pu faire en sorte que cette enquête si utile soit établie à l'échelon territorial, étant donné que pour le moment les courants d'investissements intérieurs et extérieurs ne sont enregistrés que pour l'ensemble de l'Afrique orientale. Nous étudions plus avant ce problème et nous espérons que les conseils de la Mission de la Banque internationale nous aideront à cet égard.

En septembre 1958, le Gouvernement du Tanganyika a fait un deuxième prêt local - le premier date de 1957 - pour un million de livres sur lesquelles 350.000 livres avaient été placées par avance. Cet emprunt a été effectué à un moment où les conditions étaient assez difficiles, mais les actions ont été moins nombreuses que ceux qui voulaient les acheter.

Ce prêt servira à financer le développement de travaux publics, y compris les routes, l'approvisionnement en eau, le développement des municipalités et la

construction de bâtiments d'administration.

J'en viens maintenant, Monsieur le Président, à la situation dans le domaine de l'enseignement. Pendant l'année scolaire 1958/1959, il y a eu 218 étudiants du Tanganyika à Makerere. Il y avait 21 places supplémentaires qui auraient pu être remplies si des candidats disposant des compétences et des titres requis s'étaient présentés. Je rappellerai qu'il y aura moins d'étudiants du Tanganyika à Makerere en 1959/1960 qu'en 1958/1959. On pense que le total sera ramené à environ 200. Mais une excellente raison explique cet état de choses, à savoir qu'en 1959 on commencera à ouvrir des cours pour faciliter l'obtention des "Higher School Certificates" dans trois écoles africaines du Tanganyika. En d'autres termes, les Africains qui, jusqu'à présent, devaient se rendre à Makerere pour se présenter à cet examen pourront maintenant le passer au Tanganyika. Il s'ensuit que les installations à Makerere pourront être consacrées plus pleinement à l'enseignement post-secondaire complet que précédemment.

Outre les 218 étudiants se trouvant à Makerere, 33 étudiants du Tanganyika suivent les cours du Royal Technical College à Nairobi. En outre, il y avait environ 200 étudiants africains du Tanganyika qui suivaient des cours supérieurs en dehors de l'Afrique orientale. Certains d'entre eux faisaient leurs études supérieures grâce à l'assistance de bourses fournies par les Etats Membres des Nations Unies. En 1957/1958, des demandes de bourses ont été adressées par des Africains du Tanganyika aux Gouvernements des pays suivants : Ethiopie, Birmanie, Philippines, Turquie et un certain nombre d'autres pays.

En 1958, il y avait 1.769 élèves-maîtres qui suivaient des cours au centre pédagogique du Tanganyika. En outre, un très grand nombre d'étudiants avaient entrepris des cours de formation technique et professionnelle dans le Territoire. Quatre-vingt-sept d'entre eux se trouvaient à l'Institut technique de Dar es-Salam, 173 au Collège de commerce de Moshi - dont 53 suivaient des cours à plein temps - et 720 à l'Ecole professionnelle d'Ifunda et de Moshi. En outre, 700 étudiants suivaient des cours d'agriculture, d'artisanat, d'économie ménagère dans divers centres d'instruction.

Il convient également de noter qu'en 1957 - qui est la dernière année pour laquelle nous possédions ces chiffres particuliers - 149 candidats africains venant d'écoles secondaires ont obtenu le School Certificate sur 150 qui s'étaient présentés à cet examen. C'est là en effet un succès considérable.

M. Fletcher-Cooke
(Représentant spécial)

Par rapport à cet important succès dans le domaine de l'enseignement, il est regrettable de constater qu'il y a encore un grand nombre de places non remplies dans le système d'enseignement du Territoire. Par exemple, en 1958, il y avait plus de 14.000 places non remplies dans la classe I des écoles primaires et plus de 91.000 dans les classes II, III et IV de ces écoles. Il y avait plus de 5.000 places vides dans les écoles moyennes. Cette répugnance à utiliser les services d'enseignement existants semble assez étrange étant donné que l'on exige constamment que les services de l'enseignement soient augmentés. Je voudrais parler maintenant de ces exigences.

Presque tous les discours prononcés par des hommes politiques africains au Tanganyika contiennent des demandes d'augmentation des services d'enseignement; le gouvernement comprend fort bien l'importance qu'il y a à développer ces services. Cependant, je crois qu'il est opportun que je replace les choses dans leur perspective en indiquant aux membres du Conseil certains chiffres que j'ai fait préparer. J'en viens tout d'abord à l'enseignement primaire. Le nombre d'enfants africains d'âge à suivre les cours de l'école primaire est évalué à environ 850.000.

Sur ce nombre, quelque 367.000 suivent actuellement les cours d'école primaire. Le montant annuel des dépenses périodiques supplémentaires qu'il faudrait consentir pour fournir des services pour les 483.000 restants équivaldrait à 3 millions de livres. Le nombre des enfants africains en âge de suivre les cours dans des écoles moyennes est de 850.000. Sur ce nombre, 35.000 suivent ces cours. Pour fournir les écoles moyennes pour les 815.000 autres, il faudrait chaque année un crédit supplémentaire de plus de 24 millions de livres. Cette dépense est périodique.

En ce qui concerne les écoles secondaires, s'il fallait prévoir les services nécessaires pour 15 pour 100 des 850.000 enfants en âge de suivre les cours des écoles moyennes afin de leur permettre de passer dans les écoles secondaires, 122.200 places devraient être prévues dans les écoles secondaires, ce qui entraînerait une dépense supplémentaire de plus de 14,5 millions de livres par an. Ainsi, le montant des dépenses périodiques complémentaires qui permettraient de fournir les services d'école primaire à tous les enfants d'âge scolaire serait de plus de 41 millions de livres par an. Ceci ne tient pas compte des dépenses afférentes à la formation des maîtres nécessaires pour ces écoles, soit environ 5 millions de livres. Les dépenses d'investissement que représentent ces écoles et les écoles pédagogiques où seraient formés les maîtres seraient de 40 millions de livres. Le montant total serait donc de 40 millions en dépenses d'investissement et 46 millions de dépenses périodiques. Etant donné que le montant total du budget annuel est de quelque 5 millions de livres pour tous les services d'administration, il devient évident, quelle que soit notre sympathie pour ces exigences, que les progrès vers l'objectif final seront lents.

Au fur et à mesure que ces ressources financières le permettent, le Gouvernement du Tanganyika poursuivra le développement des services de l'enseignement dans toute la mesure du possible.

A la dernière réunion du Conseil, on a signalé qu'il était souhaitable de poursuivre l'intégration de l'enseignement. Je suis heureux de pouvoir informer le Conseil que le Gouvernement du Tanganyika a décidé, vers la fin de l'année dernière, d'établir un comité pleinement représentatif de tous les intérêts, chargé d'examiner ce problème. Comme je l'ai déjà signalé aux membres du Conseil,

à plusieurs occasions, l'enseignement est déjà pleinement intégré à l'échelon post-secondaire, c'est-à-dire qu'au Collège royal technique à Makéréré et à l'Ecole technique de Dar es-Salam le problème qui consiste à intégrer les trois systèmes raciaux d'enseignement à l'échelon inférieur est un problème qui fait actuellement l'objet d'un examen. Le mandat du Comité est le suivant : examiner l'organisation et le financement de tous les services d'enseignement existants pour les diverses races au Tanganyika et voir comment, dans le cadre des crédits financiers envisagés au titre du développement de l'enseignement, le système actuel peut être le mieux intégré dans l'intérêt de tous les peuples du Territoire, de façon à assurer le développement d'un régime de l'enseignement unique pour l'ensemble du Territoire, et formuler des recommandations concernant la nature et le calendrier des mesures à prendre pour arriver aux résultats voulus.

Le Comité a tenu sa première réunion il y a quelques semaines. Je suis certain que cette décision du Gouvernement du Tanganyika, qui est parfaitement conforme à la résolution du Conseil à ce sujet, sera approuvée par tous les membres du Conseil.

Avant de conclure mes observations sur l'enseignement dans le Tanganyika, je voudrais mentionner une ou deux autres questions. Je signalerai tout d'abord la Conférence qui s'est tenue à Dar es-Salam en novembre dernier pour examiner le problème de l'éducation des musulmans. Trente-cinq délégués venant de douze pays ont assisté à cette Conférence, parmi lesquels des représentants de diverses parties de l'Afrique ainsi que d'Aden et du Pakistan. La Conférence a décidé d'instituer un groupe de travail chargé d'examiner des propositions en vue d'établir à Zanzibar un institut musulman qui enseignerait la religion, l'histoire et l'arabe aux musulmans venant de l'Afrique orientale et du Nyassaland.

D'autre part, un groupe de travail sur l'enseignement supérieur s'est rendu au Tanganyika, venant du Royaume-Uni, entre le 27 juillet et le 4 août 1958. Le mandat de ce groupe de travail est mentionné dans le résumé concernant les principaux événements intervenus au Tanganyika en 1958 distribué sous la forme d'un document du Conseil de tutelle. Le rapport du groupe de travail est actuellement à l'étude par le gouvernement.

Lorsque j'ai pris la parole en février dernier devant le Conseil, j'ai indiqué d'une façon assez détaillée quels étaient les divers cours d'instruction et de formation existant au Tanganyika. J'ai donné également quelques chiffres complémentaires sur ce point. Le Conseil désire sans aucun doute connaître exactement les progrès très rapides qui ont marqué l'accès des autochtones aux postes de la fonction publique.

Dès 1954, lorsque l'unification de la fonction publique a été effectuée, d'après le rapport Lidbury, le tableau des effectifs du Gouvernement du Tanganyika contenait les noms de cinq fonctionnaires africains seulement et la dernière liste qui a été publiée récemment contient les noms de 238 fonctionnaires locaux, dont 180 sont des Africains. En ce qui concerne les services de l'administration, la nomination du premier commissaire de district africain a été récemment annoncée. Il y a également deux fonctionnaires de district - deux cadets - qui doivent faire leurs études à l'étranger et deux Africains qui doivent être nommés cadets par la suite. En outre, six Africains sont adjoints à des fonctionnaires de district et pourront être promus à ce rang par la suite. Il y a également 38 fonctionnaires qui s'occupent des services organiques, 12 fonctionnaires de district africains et un adjoint aux fonctionnaires de district investis des pouvoirs de juge.

Afin d'encourager les candidats autochtones à se présenter à des postes plus élevés dans la fonction publique, une brochure intitulée "Nomination aux postes supérieurs de la fonction publique" a été publiée au mois d'octobre 1958. Vous y trouverez des détails utiles sur les possibilités qui s'offrent aux candidats.

Dans son discours au conseil législatif le 14 octobre 1958, le Gouverneur a déclaré :

"J'attache la plus grande importance à la formation des autochtones afin qu'ils puissent accéder aux postes supérieurs non seulement dans la fonction publique, mais également dans le commerce et dans l'industrie. J'ai l'intention de poursuivre cette politique aussi rapidement que nos progrès dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnelle nous le permettront. Je n'hésite pas à souligner ce qu'a si souvent dit

mon prédécesseur, à savoir qu'il n'y a pas de limite dans les domaines auxquels peuvent avoir accès dans la fonction publique les candidats autochtones qui possèdent toutes les qualités voulues ainsi que le tempérament et l'aptitude requis. Par-dessus tout, la confiance doit être la caractéristique du fonctionnaire."

Vous vous rappellerez que le conseil législatif avait prié le Gouvernement du Tanganyika d'examiner la possibilité de nommer un Africain comme l'un des trois représentants du East African Industrial Council. Je suis heureux de pouvoir vous dire qu'en septembre 1958 M. Andrea Shangarai, secrétaire de la Kilimanjaro Native Cooperative Union a été nommé représentant du Tanganyika au East African Industrial Council.

Je peux également rappeler qu'en 1958 l'East African Industrial Council a décidé d'accorder des concessions pour la création de deux usines de textile à Dar es-Salam. Des consultations avec le gouvernement sont en cours.

Je voudrais maintenant aborder d'autres problèmes qui intéressent tout particulièrement les membres du Conseil ainsi que l'ont montré les récentes discussions concernant le Tanganyika. Je parlerai tout d'abord de la question des terres.

Au mois de juin 1958, le Gouvernement du Tanganyika a publié, comme document gouvernemental No 6 de 1958, ses propositions en ce qui concerne une politique foncière qui consiste essentiellement, dans les régions rurales où la terre est déjà la propriété d'individus depuis longtemps et où l'on désire qu'ils restent propriétaires, à faire en sorte que les Africains puissent transformer leurs titres coutumiers en titres de propriété enregistrés.

Je dois préciser que cette proposition n'a pas encore fait l'objet d'une discussion au sein du Conseil législatif et n'a pas encore été entérinée formellement à titre de politique gouvernementale. Ces propositions doivent être considérées comme préliminaires, en attendant la réaction de la population africaine.

Le Congrès territorial des chefs a salué en principe ces propositions et se réjouit de la discussion qui s'instituera à leur sujet entre les Africains. Cette discussion se poursuit depuis la publication du document et nous espérons que ces propositions seront comprises dans tout le Territoire. Elles ont fait l'objet de réactions diverses, selon les localités. Elles ont généralement reçu un accueil favorable dans les régions où les récoltes sont annuelles et où la pression démographique est assez forte. Mais dans les régions plus arriérées, la population a exprimé des avis qui montrent - semble-t-il - qu'elle n'est pas prête à adopter cette réforme dans le domaine foncier.

Il est impossible de donner des indications générales sur l'opinion africaine, car celle-ci n'a pas encore été formulée; mais il semble d'ores et déjà que certains hommes politiques africains préféreraient que les titres de propriété foncière soient accordés à titre individuel.

En tout état de cause, le Gouvernement se propose de tenir compte des désirs de la population africaine tels qu'ils seront exprimés par la voie de leurs représentants.

J'en viens maintenant à la question de l'aliénation des terres.

Les membres du Conseil se rappelleront que j'avais examiné le problème au cours de notre réunion du mois de mars dernier. Il s'est caractérisé, en 1958 par le niveau le plus bas d'aliénation des terres enregistré depuis 1948. Je m'explique : soixante et une nouvelles aliénations, portant sur 119 acres, ont été effectuées, alors que trente-six aliénations, portant sur 63.110 acres, ont été révoquées au cours de l'année. L'accroissement net des propriétés a donc été de vingt-cinq, soit 55.911 acres.

M. Fletcher-Cooke (Représentant spécial)

De ces soixante et une aliénations, quinze étaient des deuxièmes aliénations; j'entends un renouvellement - après expiration - du droit d'occupation; neuf étaient des prolongations et deux venaient en remplacement d'un droit d'occupation plus vaste, qui avait été abandonné. Parmi ces aliénations, six ont été concédées à des Africains et deux à des organes publics ou semi-publics, à savoir le Chef et Conseil tribal des Wachangga et le Conseil de district de Geita, pour l'établissement d'Africains.

Je suis certain que le Conseil pensera comme moi que ces chiffres indiquent clairement quelle est, dans ce domaine, la politique du Gouvernement, politique qui a reçu l'approbation du Conseil de tutelle car elle vise à une grande prudence en matière de politique foncière.

Les progrès de l'industrie minière ont été constants au cours de l'année écoulée. La Western Rift Exploration Company Ltd a poursuivi au cours de cette période la prospection d'environ 35.000 milles carrés dans la partie sud-ouest du Territoire mais aucune découverte significative n'a été signalée.

D'un autre côté, la Consolidated Gold Fields Ltd a découvert un intéressant gisement de phosphate dans la province septentrionale. Si ce gisement est reconnu comme important et facile à exploiter, il constituera un appoint de valeur pour l'économie du Tanganyika.

Les forages de la BP Shell Exploration Company, à la recherche de pétrole à Mandawa, dans le District de Kilwa, ont atteint une profondeur de 12.000 pieds. Bien que le pétrole n'ait pas encore été trouvé, les résultats de ces sondages ont présenté un tel intérêt du point de vue géologique que la Société poursuivra probablement ses travaux de prospection pour le pétrole dans le Tanganyika. L'exploitation-pilote de la Mbeya Exploration Company qui a commencé en octobre 1957, a produit des centaines de tonnes de concentré de pyrochlore partial, qui ont été envoyés en Hollande aux fins de traitement et de recherches.

Mais le fait le plus important dans ce domaine semble être l'acquisition par le Gouvernement du Tanganyika d'une participation de 50 pour 100 dans la Williamson Diamonds Ltd. Au début de 1958, lors du décès de M. Williamson, la mine était passée aux mains des héritiers, lesquels l'avaient offert en vente, à la fin juin de la même année, à la De Beers Consolidated Mines Ltd. Le Gouvernement du Tanganyika est alors entré en contact avec les héritiers et à la suite de ces négociations, les actions de la Société sont actuellement réparties à égalité entre le Gouvernement et la Société De Beers. Le Conseil d'administration

M. Fletcher-Cooke (Représentant spécial)

est composé de quatre directeurs gouvernementaux, dont l'un, M. D.P.K. Makwaia, est Africain et a démissionné de son poste de Ministre adjoint, ainsi que de quatre directeurs nommés par De Beers. Il résulte d'un accord entre le Gouvernement et la Société De Beers que la mine continuera d'être exploitée au mieux des intérêts du Territoire. Au cours du mois d'octobre écoulé, lors d'un débat au Conseil législatif, les dernières mesures prises ont été approuvées à l'unanimité.

La nouvelle direction a déjà augmenté les salaires des Africains et amélioré les conditions de travail. En outre, la direction examine des propositions tendant à former des Africains pour des postes plus importants. Un programme de prospection de terrains diamantifères est à l'étude.

Le Gouvernement du Tanganyika ne peut espérer tirer de la mine un revenu considérable sous forme de dividende tant qu'il n'aura pas remboursé le prêt consenti par De Beers pour l'achat de sa participation de 50 pour 100. Il percevra néanmoins des sommes considérables sous forme de redevances et d'impôt sur le revenu, et lorsque l'emprunt aura été remboursé, il touchera des dividendes.

J'en viens maintenant à la question du travail. Au 31 décembre 1958, 30 syndicats - soit 5 de plus qu'en 1957 - y compris 284 bureaux locaux - étaient enregistrés aux termes des dispositions de la Trade Unions Ordinance de 1956. Ces syndicats groupent 46.488 membres. Malheureusement, pour guider leurs membres, l'expérience des dirigeants syndicaux n'est pas à la hauteur de leur enthousiasme. En 1958, un grand nombre de grèves se sont déclenchées, en dépit de l'avis contraire des syndicats. Trop souvent, les dirigeants syndicaux ont été incapables d'exercer leur influence sur les membres de leur organisation une fois qu'un agitateur social était parvenu à susciter des griefs imaginaires. Bien souvent, les raisons de la grève manquaient de clarté et étaient ignorées des grévistes eux-mêmes. Il faut espérer toutefois qu'il ne s'agit là que de troubles de croissance et que s'ils sont conseillés comme il convient, les dirigeants syndicaux aussi bien que le mouvement syndical contribueront utilement à l'évolution du Territoire.

Aux termes des assurances qui avaient été données auparavant au Conseil législatif, une étude de la Trades Unions Ordinance promulguée au mois de février 1957 en même temps qu'une législation subsidiaire appropriée, a été entreprise après un an d'application. Un projet d'amendement qui prévoit l'adoucissement de certaines dispositions de l'ordonnance syndicale et qui tient compte de la représentation de certaines organisations d'employeurs et d'employés eu égard à certains chapitre de la législation existante, a été préparé. Le projet prévoit certains amendements de nature administrative qui semblent souhaitables à la lumière de l'expérience acquise.

Au cours de la discussion des amendements et de l'examen détaillé de diverses clauses par les représentants des employeurs et des employés, le Labour Advisory Board a été consulté. On espère que le projet sera bientôt soumis à l'examen du Conseil législatif.

L'Ordonnance de 1950 sur les conflits du travail (arbitrage et règlement) prévoit un appareil d'enquête et de règlement des conflits du travail et reconnaît le droit de grève en vertu des dispositions pertinentes de la Trades Unions Ordinance. Outre qu'elle prévoit la procédure à suivre pour le règlement des conflits du travail, cette législation a envisagé jusqu'ici une série de quinze "Services essentiels" sujets à restrictions en matière de droit de grève, en ce qui concerne les employés, et en matière de "lock out", en ce qui concerne les employeurs, compte tenu de certaines circonstances définies.

Le Conseil législatif a adopté au mois de décembre une loi réduisant cette liste de quinze "Services essentiels" à sept de ces services. Figurent actuellement sur cette liste de "services essentiels" les départements suivants : eau, électricité, santé, hôpitaux, services sanitaires, pompiers, contrôle de la circulation aérienne et télécommunications pour l'aviation civile, services météorologiques de la East African Meteorological Department et les services de transports nécessaires pour assurer le fonctionnement des départements en question.

M. Fletcher-Cooke
(Représentant spécial)

J'en viens maintenant à un point important : la mise au point de consultations conjointes dans le domaine du travail. A la fin du mois de décembre 1958, il y avait 188 comités consultatifs mixtes constitués - outre le Central Joint Council de l'industrie du sisal, dont j'ai déjà parlé - et on estimait que quelque 130.000 travailleurs y étaient représentés.

Les conseils industriels mixtes, établis dans les ports de Dar es-Salaam et de Tanga, ont continué à fonctionner en 1958. Au mois de février, à la suite d'un conflit du travail, des négociations se sont déroulées lors d'une réunion du Conseil industriel de Dar es-Salaam, qui ont finalement abouti à un accord général entériné, par la suite, par le Commissaire du travail, prenant ainsi la forme d'une sentence, aux termes de l'Ordonnance sur les conflits du travail.

Au mois de mars 1958, eut lieu la séance inaugurale du Conseil consultatif des relations du travail à Dar es-Salaam. Ce Conseil a été établi afin de fournir un moyen de consultations entre les organisations de travailleurs et d'employeurs à Dar es-Salaam sur toutes les questions qui les intéressent mutuellement. Mais le fait le plus important survenu au cours de l'année est peut-être la création de ce Central Joint Council de l'industrie du sisal, dont la première réunion s'est tenue à Tanga le 26 juin 1958. Les statuts de ce Conseil prévoient des consultations conjointes dans toute l'industrie du sisal - l'une des plus importantes du Territoire - grâce à des conseils consultatifs régionaux ou des conseils de zone, du plus petit au plus grand échelon de l'échelle. Trois fonctionnaires du Syndicat des plantations du sisal représentent les travailleurs au Central Joint Council. A la dernière réunion de ce Conseil, de nouveaux barèmes de salaires touchant 130.000 travailleurs ont été approuvés. Les chiffres de 1958 concernant le travail montrent que 430.347 Africains du sexe masculin étaient employés dans le Territoire.

Le Conseil législatif a annoncé en octobre dernier que le Gouvernement du Tanganyika avait décidé d'inviter une personne compétente à effectuer une étude sur le système de fixation des salaires dans le Territoire. Le professeur Jack a été désigné à cette fin, et il s'est déjà rendu dans le Territoire pour une visite préliminaire. Il espère retourner au Tanganyika au mois de mars pour six semaines. L'enquête du professeur Jack portera sur la législation aux termes de laquelle des conseils de salaires minimums seront nommés.

M. Fletcher-Cooke
(Représentant spécial)

On doit également examiner les termes et les conditions de travail dans les ports de Dar ès-Salaam, de Tanga, de Lindi et de Mtwana. On a annoncé que des représentants des employeurs et des employés travaillant dans le port avaient accepté une proposition faite par le gouvernement, aux termes de laquelle on mènerait une enquête, et Sir Ian Parkin, ancien Directeur général du National Dock Labour Board au Royaume-Uni, commencera ses enquêtes au Tanganyika au mois d'avril.

Dans le domaine de l'administration locale, il y a eu certains progrès et événements marquants, tout particulièrement en ce qui concerne l'administration locale. Outre le Conseil municipal de Dar ès-Salaam, on compte déjà dix conseils urbains, le Conseil de Tabora ayant été établi au mois de juillet 1958. Toutes ces autorités locales urbaines donnent entière satisfaction. Des élections se sont tenues avec succès pour les Conseils urbains d'Arusha, Morogoro, Dodoma, Lindi, Mwanza et Tanga; et des dispositions préliminaires sont actuellement à l'examen pour tenir des élections au Conseil de Dar ès-Salaam et au Conseil urbain de Moshi pendant l'année en cours. En fait, ces élections auraient dû avoir lieu au début de cette année, mais elles ont dû être ajournées, étant donné que les élections territoriales ont dû être reportées du mois de septembre au mois de février.

Bien que le gouvernement se propose de poursuivre ses efforts pour accélérer le rythme d'évolution de l'administration locale urbaine, la situation financière, que j'ai déjà évoquée, rend la tâche difficile, car la création d'autorités locales statutaires dans les villes accroît le fardeau financier du Territoire. Il ne semble pas souhaitable d'établir des autorités administratives locales, à moins qu'elles ne disposent des ressources financières nécessaires, dont une grande part, bien entendu, doit provenir de subventions accordées par le gouvernement central.

Dans le domaine de l'administration locale rurale, les membres du Conseil se rappelleront les discussions qui ont eu lieu ici, au cours du mois de mars dernier, propos de la création des conseils de district. La mise en oeuvre de cette politique, en 1958, a suscité des sentiments divers, selon les régions du Territoire. Sur les neuf Conseils de district établis le 1er mars 1958, cinq ont été établis et semblent donner des résultats encourageants. Ces cinq Conseils sont ceux de Mafia, Mtwara, Tunduru, Masasi et Nzega, outre le Conseil local formé au préalable à Newala et qui donne des résultats satisfaisants.

M. Fletcher-Cooke
(Représentant spécial)

Les quatre autres Conseils de district ont donné des résultats moins satisfaisants. De ces quatre Conseils, deux - ceux de Pangani et de Kondoa - ont manqué à leurs fonctions et, à titre temporaire, le Ministre de l'administration locale a, par décret pris en vertu de l'Ordonnance sur l'administration locale, en 1957, transféré les fonctions de ces conseils aux commissaires de district.

Dans deux autres districts - ceux de Geita et de Manyoni - l'opposition africaine aux Conseils s'est manifestée très sensiblement, parce qu'ils n'avaient pas de caractère racial; néanmoins, les Conseils continuent de fonctionner.

Dans son discours au Conseil législatif, le 14 octobre 1958, le Gouverneur s'est exprimé dans les termes suivants :

"Dans les régions rurales du Territoire, il est évident que l'on n'a pas bien compris la composition et les fonctions des Conseils de district. Il est donc nécessaire, avant de créer ces conseils, d'accepter que leurs membres ne doivent pas représenter une race donnée, et que tout résident de la région, quelle que soit la communauté à laquelle il appartient, est éligible. Ce principe ne doit cependant pas empêcher la création de ce qui pourrait être un conseil de district purement africain; et dans des districts où les intérêts non africains sont tellement restreints que la création d'un conseil de district purement africain ne serait pas contraire aux principes d'administration locale, le gouvernement est tout disposé à examiner la question. D'autre part, dans les régions où les intérêts non africains sont importants, le progrès normal et ordonné de l'administration locale serait anéanti par l'exclusion de la représentation non africaine; dans ces régions, toute autre solution que celle des conseils de district entraînerait une diminution peu souhaitable de l'importance des fonctions du gouvernement local ou une redistribution des fonctions, qui provoquerait inévitablement un gaspillage d'hommes et d'argent.

Les Conseils de district constituent une forme d'administration locale; ils ne sont pas une projection du gouvernement central. S'ils doivent permettre de former la population à accepter ses responsabilités dans le cadre local, ils doivent jouir de toute la confiance de la population et, à défaut de cette confiance, il vaudrait mieux ne pas mettre en œuvre de nouvelles formes d'administration locale. Je suis certain

M. Fletcher-Cooke
(Représentant spécial)

qu'il est souhaitable que la population s'accoutume à l'exercice des fonctions financières et administratives dans le domaine local, mais il est impossible de l'y obliger. Permettez-moi de vous le répéter, ni les Conseils de district, ni aucun autre organe d'administration locale ne seront établis dans ces régions, à moins que tel soit le vœu de la population."

Conformément aux assurances données par le Gouverneur, ainsi que je viens de l'indiquer, une enquête a été menée à Geita par un fonctionnaire supérieur de l'administration et ses recommandations sont actuellement à l'examen. Cette étude porte sur toute la structure de l'administration locale dans ce district, et elle a été menée en consultation avec les autorités représentant la population et la population elle-même.

A propos de cet examen, au cours d'un débat au Conseil législatif au mois d'octobre dernier, le Ministre de l'administration locale a déclaré :

"Lorsque l'examen sera parvenu au point d'évolution voulu, non seulement de la part du gouvernement, mais avant tout de la part de la population dans toutes les couches de la population, si le résultat tend à une orientation nettement différente de celle que nous connaissons à l'heure actuelle, le gouvernement fera certainement de son mieux pour mettre cette forme d'administration locale en oeuvre et abroger celle que nous avons à l'heure actuelle."

Lors de sa dernière réunion, le Conseil a examiné plus particulièrement l'évolution des conseils au niveau inférieur à celui du district.

M. Fletcher-Cooke (Représentant spécial)

On s'est forcé d'établir ces conseils à l'échelon paroissial, municipal, ou d'après d'autres divisions administratives; et le Gouvernement se propose de faire en sorte que les Conseils qui ont déjà été établis soient encouragés comme il se doit. Lorsqu'ils n'ont pas encore été créés, on s'efforce d'y parvenir. Il est possible qu'entre autres fonctions, ces Conseils se constituent en collèges électoraux pour les conseils de district. J'ai déjà évoqué la création du South East Lake County Council, et j'ai indiqué que ce conseil n'avait pas donné satisfaction, car il était trop éloigné de la population. On se propose donc de dissoudre ce Conseil à compter du 31 décembre 1959. Bien que ce Conseil ait été utile, l'expérience montre qu'il ne constitue pas une forme de gouvernement local rural satisfaisant pour le Tanganyika. Aucune mesure ne sera prise à cet égard pour le remplacer tant que tous les intéressés n'auront pas été consultés. Il intéressera peut-être les membres du Conseil de tutelle de prendre connaissance des progrès accomplis en ce qui concerne le Congrès des chefs. Cet organe s'est réuni trois fois en 1958; en janvier, en juin et en décembre. Vous vous rappellerez qu'aux termes de l'Ordonnance sur les chefs africains No 339, le degré d'autorité qu'exercent ces chefs varie sensiblement selon les cas, de même d'ailleurs que leur compétence et leur instruction. Ceci étant, il est encourageant de noter que cet organe accomplit de grands progrès. La constitution prévoit deux chefs représentant chacune des provinces et en prévoit trois pour la grande province du Lac. En outre, tous les chefs qui sont membres du Conseil législatif ou du Conseil exécutif en font partie. Le Congrès réunit généralement environ vingt-sept membres. Le Congrès a été l'un des organes consultatifs les plus utiles, et le Gouvernement y a eu recours à propos de questions très importantes de politique générale. En outre, un grand nombre de questions administratives doivent être examinées par ce Congrès.

A la fin de 1958, quatre représentants du Congrès des chefs - quatre Ministres se sont constitués en groupe de travail, afin d'examiner la proposition tendant à créer un Conseil territorial. Ainsi que vous vous le rappellerez, les chefs eux-mêmes, lors de la réunion du Congrès qui s'est tenu en mai 1957, ont réexaminé cette proposition.

Les membres du Conseil de tutelle ont fait preuve d'un intérêt particulier à l'égard de l'octroi de crédits aux Africains. J'aimerais évoquer un ou deux points à cet égard. Nous avons au Tanganyika le Credit to Natives (Restriction) Ordinance qui, comme son nom l'implique, impose certaines restrictions à l'octroi de crédits

M. Fletcher-Cooke (Représentant spécial)

aux Africains. Depuis quelques temps, le Gouvernement du Tanganyika a estimé que c'était là une Ordonnance un peu désuète et au mois de juin 1957, un projet tendant à abroger cette Ordonnance a été présenté au Conseil. Ce projet a cependant été retiré par le Gouvernement avant la deuxième lecture, étant donné les représentations extrêmement énergiques faites par les membres africains du Conseil, qui ont insisté pour que l'examen de cette proposition soit ajourné afin de permettre des consultations plus poussées avec les autorités indigènes et les autorités africaines d'une façon générale.

Les membres du Conseil de tutelle se souviendront sans doute que la proposition tendant à abroger cette Ordonnance a eu pour origine une recommandation de la Royal Commission on Land and Population of East Africa, à savoir que les restrictions juridiques sur l'octroi de crédit aux Africains devraient être réexaminées étant donné que le manque de facilités de crédit avaient pour effet de retarder le développement économique. Comme les propositions tendant à faire disparaître ces restrictions ont causé certaines inquiétudes parmi les Africains, on avait décidé de déterminer à nouveau quelle était l'opinion des Africains en la matière. Ainsi qu'il se produit si souvent dans des cas de ce genre - et je viens de citer un exemple en ce qui concerne la politique foncière - ces enquêtes nouvelles ont indiqué que la réaction de l'opinion publique africaine varie suivant les degrés de civilisation et d'évolution locale, passant d'une approbation sans réserve de la proposition tendant à abroger cette législation jusqu'à une opposition complète. La législation est donc encore en vigueur, mais nous espérons cependant qu'après le deuxième tour des élections, l'opinion africaine deviendra plus nette.

Il est intéressant de noter que, alors que des enquêtes avaient lieu en ce qui concerne les réactions de l'opinion publique africaine vis-à-vis de la proposition tendant à abroger cette Ordonnance, on a envisagé la nécessité de contrôler les activités des prêteurs sur gages au Tanganyika en promulguant une législation analogue à celle qui est en vigueur ailleurs. Les résultats de cette étude ont confirmé les déclarations que nous avons faites devant le Conseil, c'est-à-dire que les prêts à taux usuraires sont pratiquement inexistants au Tanganyika et qu'aucune mesure législative n'était nécessaire en ce sens.

On a parlé au cours des débats du Conseil des diverses sources de crédit dont disposent les Africains. Outre les banques commerciales, les sociétés de construction et les coopératives, il y a quatre sources principales de crédit.

M. Fletcher-Cooke (Représentant spécial)

Il y a la Banque foncière, qui offre ses services aux membres de toutes les races, y compris les Africains; les services offerts par les trois autres, c'est-à-dire le Fonds de développement local, le Fonds de prêts à la productivité africaine et le Fonds d'emprunt pour les logements urbains se limitent aux Africains. Les activités de la Banque foncière ont augmenté : le nombre de prêts consentis au 31 décembre 1958 était de 536 contre 397 à la même date en 1957. De même, il y a eu une augmentation sensible en ce qui concerne le nombre des prêts consentis par le Fonds de prêts au développement local et le Fonds de prêts à la productivité africaine. Le nombre total des prêts consentis au 31 décembre 1958 était de 591 contre 495 au 31 décembre 1957. Il faut noter que le mandat du Fonds de développement local a été élargi afin de pouvoir s'appliquer aux projets commerciaux, mais jusqu'à présent il n'y a pas eu de demande d'emprunt pour ce type de projets. Il y a eu également une augmentation substantielle du nombre de prêts consentis pour le logement urbain. Au 31 décembre 1957, le nombre de ces prêts était de 137; ce chiffre avait plus que doublé au 31 décembre 1958, passant à 290. A l'heure actuelle, ces prêts sont extrêmement populaires et le nombre de demandes valables dépasse les fonds qui peuvent être mis à la disposition des habitants à cette fin.

J'en viens maintenant aux progrès accomplis en ce qui concerne les ressources naturelles en 1958. Il y a eu des progrès considérables au cours de l'année écoulée concernant le plan d'études du Bassin du Rufiji. Je ne vais pas donner un compte rendu détaillé de tous les progrès enregistrés, mais il convient de noter certains des événements les plus marquants. Trois sites de barrage et de réservoir ont fait l'objet d'un relevé topographique; ce relevé a été effectué sur 2.000 acres dans la région d'Ifakara afin de développer la ferme modèle de Lumemo. En outre, on a procédé à un relevé topographique sur 5.000 acres pour un projet d'irrigation près de la ferme modèle de Rejewa. Un certain nombre de cartes du Bassin de Rufiji ont été établies.

Soixante-cinq stations hydrologiques et météorologiques ont été créées jusqu'à présent dans le bassin du Rufiji, portant sur quelque 68.000 milles carrés. Des travaux considérables ont été effectués en vue du relevé géologique de la vallée supérieure du Killombero, où des enquêtes sur la nature du sol ont été entreprises ainsi que dans la région de Bohoro.

M. Fletcher-Cooke (Représentant spécial)

La plus importante mesure a été la création d'un projet d'irrigation pilote dans la région de Rujewa. Cette région est située dans le district de Mbeya, dans la province des Southern Highlands. Ce plan doit porter sur 5.000 acres et représente le premier plan d'irrigation sur une grande échelle mis en oeuvre au Tanganyika. C'est le résultat de deux années et demie d'études auxquelles ont procédé onze experts de la FAO, qui ont travaillé en collaboration avec la société agricole du Tanganyika. Une fois de plus, je voudrais dire à quel point le Gouvernement du Tanganyika est reconnaissant à la FAO pour les services si précieux qu'ont rendus ses experts. Au titre de ce plan, on prévoit la création d'un certain nombre de fermes qui seront mises à la disposition de fermiers ou métayers africains. Bien que nous n'en soyons qu'au premier stade de l'exécution de ce plan, c'est un plan fort important.

A la dernière session du Conseil, certains membres ont manifesté un intérêt considérable pour divers programmes ayant pour but d'augmenter la productivité des Africains dans le Territoire. Comme je l'ai dit alors, la majeure partie des dépenses encourues au titre de ces projets est financée par des dons du Fonds de développement colonial.

Conformément à ce programme, les travaux se sont poursuivis sur des projets tels que le développement de routes, le projet-pilote d'irrigation de Mbarali qui constitue une partie du projet de mise en valeur du Bassin du Rufigi, divers projets ayant pour but d'encourager la production africaine de cultures industrielles, un plan tendant à augmenter la productivité des forêts du Territoire, la création de centres de lutte contre les maladies du bétail, un projet pour lutter contre les dégâts causés aux cultures par les éléphants et autres animaux et un certain nombre de travaux de mise en valeur des ressources hydrauliques.

Lorsque le Conseil a étudié le cas du Tanganyika, il s'est occupé tout spécialement de la lutte contre la mouche tsé-tsé et je regrette que le représentant de l'Inde, M. Lall, ne soit plus présent parmi nous pour parler de cette intéressante question. En 1958, des projets de débroussaillage ont été exécutés dans de nombreuses parties du Territoire. En particulier, deux projets importants sont en cours d'exécution dans la Province du Lac et permettront de faire disparaître la mouche tsé-tsé dans 500 milles carrés dans la région nord-est du Soukoulaland et dans 400 milles carrés dans la région de Karagwé. Les régions mises en valeur seront utilisées pour le bétail et à des cultures industrielles, et la population des régions voisines désirent prendre possession des terres aussi rapidement que possible. Les dépenses afférentes à ces projets sont couvertes en partie grâce à un don du Colonial Development and Welfare Fund et en partie par les autorités locales.

Dans de nombreuses régions où l'on procède au débroussaillage des endroits infestés par la mouche tsé-tsé, on emploie de plus en plus la main-d'oeuvre rétribuée chaque fois que la population locale préfère cette méthode; mais dans de nombreuses régions le débroussaillage fera partie intégrante de la vie normale de la collectivité.

Nous procédons à des expériences en ce qui concerne l'utilisation de la pulvérisation à main et de la pulvérisation par avion suivant les conditions qui règnent dans la région débroussaillée.

Il y a eu des progrès très sensibles en ce qui concerne le développement des coopératives. Le nombre des sociétés coopératives enregistrées est passé de 474 en 1957 à 542, comptant 332.000 membres.

Il existe actuellement six sociétés de consommateurs, deux étant venues s'ajouter aux quatre dont j'ai parlé la dernière fois. En outre, deux sociétés de consommateurs ont été constituées à titre temporaire au cours de l'année et quatre demandes d'enregistrement de sociétés de consommateurs sont actuellement à l'examen.

Parmi les événements les plus récents dans ce domaine, je citerai la création d'une petite société de construction et le fait que deux sociétés ont entrepris de commercialiser le poisson et les produits laitiers. Une deuxième filature coopérative de coton est entrée en fonction en 1958.

Il y a eu une augmentation dans le domaine de la construction, en particulier une usine de torréfaction du café dont la majorité des actions sont la propriété de la Bukoba Native Cooperative Union, qui a conclu avec le gouvernement un accord en vue d'approvisionner la ville de Bukoba en électricité.

Avant d'en terminer avec la question de la mise en valeur des ressources naturelles, je voudrais parler de la situation en ce qui concerne la culture et le raffinage du sucre au Tanganyika. A l'heure actuelle, il y a trois usines produisant du sucre manufacturé destiné à la consommation. La production de ces trois usines est évaluée à 27.000 tonnes en 1958 et l'on compte qu'elle atteindra 35.000 tonnes au cours de l'année en cours, avec ultérieurement une production d'environ 45.000 tonnes par an. La consommation du sucre manufacturé au Tanganyika était d'environ 38.000 tonnes en 1956, 41.000 en 1957 et pour 1958 le chiffre approximatif est de l'ordre de 43.000 tonnes.

A la séance que le Conseil législatif a tenue en décembre dernier, le gouvernement a présenté un document relatif à sa politique en ce qui concerne le sucre (document No 9 de 1958) qui a été adopté par le Conseil législatif. En bref, la politique du gouvernement tend à ce que le sucre soit produit au Tanganyika dans toute la mesure où il peut être vendu ou écoulé à des prix représentant une rémunération raisonnable pour le producteur efficace et que les consommateurs aient à leur disposition tout le sucre qu'ils désirent et qu'ils peuvent se procurer aux prix minimums, compatibles avec ce même critère.

Maintenant, il semblerait probable que la production des trois usines actuelle ne permette pas de répondre aux besoins du Territoire en sucre manufacturé si la tendance à la hausse en matière de consommation se poursuit.

Trois projets complémentaires de production du sucre sont actuellement à l'examen et le plein développement des usines existantes pourrait augmenter la production non seulement au-delà des besoins du Territoire mais encore au-delà de ceux de l'Afrique orientale et dépasser le quota d'exportation de l'Afrique orientale qui est actuellement limité à un chiffre potentiel de 10.000 tonnes par an pour l'Afrique orientale dans son ensemble.

Etant donné la complexité de cette question et la possibilité d'obtenir des conseils d'expert, le gouvernement a obtenu le concours d'un expert du Royaume-Uni qui vient d'arriver dans le Territoire. Cet expert présentera des propositions en vue du développement de l'industrie du sucre au Tanganyika ce qui entraînera bien entendu l'adoption de mesures législatives. Dans le document dont j'ai parlé précédemment, le gouvernement a indiqué que sa politique était la suivante :

"Il est évident que des investissements sans restriction à l'heure actuelle ou dans un proche avenir pourraient avoir pour résultat une grave surproduction. Il est donc souhaitable de faire disparaître dans toute la mesure du possible tout doute qui pourrait s'élever en ce qui concerne les possibilités qui s'offriront dans l'avenir à la production du sucre dans le Territoire. Dans toute législation qui pourrait être adoptée, les intérêts des trois manufactures de sucre seront sauvegardés. Dans la mesure où l'on pourra encore augmenter la production du sucre au Tanganyika, on fera droit tout d'abord aux trois sociétés en question qui ont déjà informé le Ministre des ressources naturelles qu'elles envisageaient d'entreprendre la manufacture du sucre et préférence sera donnée aux demandes qui sont appuyées de plans fermes avec documents faisant foi que les intéressés possèdent les capitaux nécessaires".

Les membres du Conseil comprendront que l'une des trois sociétés dont il est question est la Tanganyika Sugar Company dont j'ai parlé au Conseil en février dernier. La situation actuelle est donc la suivante : lorsque l'expert aura présenté ses recommandations, des mesures législatives appropriées concernant le contrôle de la manufacture du sucre seront établies. Jusqu'à ce que ces mesures soient adoptées, les demandes de licences de la Tanganyika Sugar Company, et des deux autres sociétés qui envisagent de se livrer à la production du sucre, ne sauraient être retenues.

Il semble peu probable que la législation envisagée soit prête à être soumise à l'examen du Conseil législatif avant septembre 1959, mais au cas où elle le serait avant la fin de la session consacrée au budget en juin-juillet, elle serait étudiée alors.

Les membres du Conseil seront sans doute intéressés de savoir où en est la situation en ce qui concerne le Parc national de Serengeti. Je rappellerai à ce sujet qu'en octobre 1957 les recommandations d'un Comité d'enquête ont été publiées et que celles-ci ont été acceptées par le gouvernement avec certaines modifications. La politique du gouvernement en l'occurrence a été entérinée par le Conseil législatif en juin 1958. En résumé, on a décidé de créer un nouveau parc national dans les plaines de Serengeti, situé en grande partie à l'ouest du parc existant mais comprenant une zone importante du parc actuel, là où le conflit entre les intérêts de la nature et ceux des êtres humains pourrait être éliminé par des indemnités versées au petit nombre d'habitants vivant dans cette région et par des mesures prises en vue de les réinstaller ailleurs. Il a en même temps été décidé d'établir une section spéciale de conservation, chargée de préserver les ressources naturelles des célèbres plateaux de Ngorongoro qui comprennent le cratère de Ngorongoro lui-même. On a décidé que ces plateaux seraient exclus du nouveau parc national étant donné que le gouvernement a estimé que les intérêts de l'homme venaient en premier lieu dans cette région. Les mesures législatives en cours de préparation peuvent couvrir la création du nouveau parc et de la section de conservation.

Néanmoins, il est à regretter que la situation financière actuelle du Territoire doive retarder le rythme souhaitable de cette évolution. Il faut cependant espérer que des fonds parviendront d'au-delà des frontières du Tanganyika afin de pouvoir constituer et développer progressivement le nouveau parc national duquel tant de visiteurs se rendant au Tanganyika avaient tiré bien du plaisir.

M. Fletcher-Cooke
(Représentant spécial)

J'en viens maintenant à la question médicale. Il y a maintenant 76 hôpitaux gouvernementaux - hôpitaux ou dispensaires - et le nouvel Hôpital gouvernemental de Geita a été inauguré en 1958; les nouveaux bâtiments des hôpitaux de Sumbawanga et de Maswa ont été terminés au cours de cette même année. On compte également 36 hôpitaux de mission avec des médecins résidents et divers hôpitaux situés dans des propriétés de sisal et autres exploitations industrielles.

Il y a maintenant huit médecins africains au service du gouvernement; trois autres, qui ont reçu leur diplôme à Makerere, sont actuellement internes. En outre, vingt et un étudiants du Tanganyika étudient la médecine à Makerere.

Sauf imprévu et si tous les étudiants reçoivent leurs diplômes en temps voulu, il y aura en 1964 trente-deux médecins africains au service du gouvernement, soit 2 sur 9 d'après les tableaux d'effectif total des médecins de toutes races, qui s'élève actuellement à 147; cela d'ici cinq ans.

On a parlé au sein du Conseil de l'importance de la tuberculose. Le projet de lutte contre la tuberculose dans la province du Sud qui a été mis en oeuvre en 1957 est maintenant en cours de fonctionnement. Divers hôpitaux gouvernementaux et de mission concourent à la mise en oeuvre de ce projet sous la direction d'un fonctionnaire gouvernemental chargé spécialement de ce projet, qui aide de ses précieux conseils tous les médecins qui y prennent part.

Les divers centres d'hospitalisation des tuberculeux dans le Territoire ont également à s'occuper de malades qui ne sont pas hospitalisés et, en 1958, l'on a beaucoup développé cette forme de la lutte contre la tuberculose, bien qu'on ne le fasse que lorsqu'on est sûr de pouvoir bien surveiller les malades.

En 1958, la nouvelle section de phtisiologie de l'Hôpital Bénédicte de Paramiro a été ouverte et l'hôpital pour tuberculeux de Mbeya, dont la construction a été entreprise par la Mission américaine baptiste, est en voie d'achèvement.

Un projet de vaccination massive a été également entrepris - c'est le plus important que l'on ait jamais connu en Afrique orientale - et s'est terminé en 1958; 32.000 enfants avaient été vaccinés contre la tuberculose dans la région du Kilimandjaro à l'issue de ce programme.

M. Fletcher-Cooke
(Représentant spécial)

En 1958, la vaccination contre la polyomyélite a été mise à la disposition de toutes les personnes âgées de moins de 34 ans.

Au cours de l'année, les internes, les religieuses infirmières et le reste du personnel laïque ont pu suivre des cours à l'Hôpital Princess Margaret à Dar es-Salaam et ils ont commencé à travailler dans les centres médicaux et dans toutes les sections hospitalières.

En 1958, les dix premiers centres médicaux envisagés dans le projet de développement ont été ouverts. Les autorités locales ont entrepris des constructions, le personnel a été formé par le gouvernement et le matériel a été fourni par le FISE; nous sommes très reconnaissants au FISE de l'aide qu'il nous a fournie.

Au cours de la dernière discussion sur le Tanganyika des suggestions ont été faites aux termes desquelles le gouvernement devrait s'intéresser, tout particulièrement à l'amélioration des communications dans la partie méridionale du Territoire. Je suis donc heureux de vous faire savoir, Messieurs, que des progrès très sensibles ont été accomplis dans ce domaine.

On a étendu de 24 milles le chemin de fer de la province méridionale, qui va de Chilungulu à Masasi; cette extension n'a été autorisée qu'en avril; elle a été terminée à la fin de septembre; et elle a été ouverte au public en octobre, à temps pour le transport des récoltes de la saison.

En outre, l'on a approuvé au mois d'octobre la construction d'une nouvelle ramification qui partira de Kilosa, au centre, et qui rejoindra Mikumi, sur la route de Morogoro/Iringa. Cette ramification est considérée comme une première mesure qui doit nous permettre de construire un chemin de fer allant dans la vallée du Kilombero et finalement dans la province des Plateaux du Sud.

En ce qui concerne les routes, la ramification de Porotos dans la province des Plateaux du Sud a été ouverte au mois de septembre. Cette nouvelle route de trente et un milles réduit de deux heures la durée du trajet entre Iringa et Mbeya.

Vingt milles ont été bitumés entre Morogoro et Iringa tandis que le bitumage a été achevé entre Dar es-Salaam et Morogoro.

M. Fletcher-Cooke
(Représentant spécial)

Dans la province méridionale, un programme de ponts pour la route Mtwara-Songea a été poursuivi et la construction de ponts permanents sur la route Songea-Njombe ainsi que d'autres améliorations ont été examinées.

On s'est efforcé en outre de poursuivre les travaux dans d'autres parties du Territoire. Dans la province du Lac, par exemple, la route Biharamulo-Mwanza est terminée aux trois quarts et elle doit être ouverte au mois d'avril de cette année. La section de Berega de la route principale est-ouest sera terminée à cette époque, permettant ainsi d'aller de Dodoma à Dar es-Salaam par tous les temps.

De nouvelles installations portuaires ont été construites et il y a maintenant à Dar es-Salaam un conduit d'amenée du pétrole pour le plein des pétroliers transocéaniques.

En ce qui concerne les constructions publiques, la nouvelle Cour suprême a été inaugurée par le Lord Grand Chancelier en mai 1958 à Dar es-Salaam et une nouvelle centrale téléphonique a été mise en service en novembre dans cette ville. Cette centrale aura une capacité de 10.000 lignes.

Ces progrès, cette évolution dans tous les domaines en 1958 sont de bon augure pour l'avenir de l'un des plus grands Territoires sous tutelle. La continuité des progrès dépendra de deux facteurs : premièrement, il faut que les finances du Territoire soient suffisamment résistantes pour soutenir l'accroissement inévitable du fardeau des dépenses entraînées par l'évolution dans les divers domaines et, plus particulièrement, dans le domaine constitutionnel; deuxièmement, il faut que la grande majorité de l'opinion africaine tienne compte des avertissements qui lui ont été donnés de toutes parts, et plus particulièrement par les chefs les plus autorisés, et qu'elle respecte les lois. Malgré les échecs qui ont eu lieu dans certains domaines relatifs à ces deux points en 1958, il n'y a pas de raison pour que le tableau des progrès du Tanganyika qui sera donné au Conseil en 1960 ne soit pas encore plus encourageant que celui que j'ai eu l'occasion de vous présenter.

Je m'excuse d'avoir si longtemps retenu votre attention, mais cet exposé permettra peut-être aux membres du Conseil de trouver une réponse aux questions qu'ils se sont peut-être posées.

La séance est levée à 18 h. 40.